

La Gueule Ouverte

N°313 / Semaine du 14 au 21 mai 1980 / France 6F / Suisse 2,50F8 / Belgique 47FB /

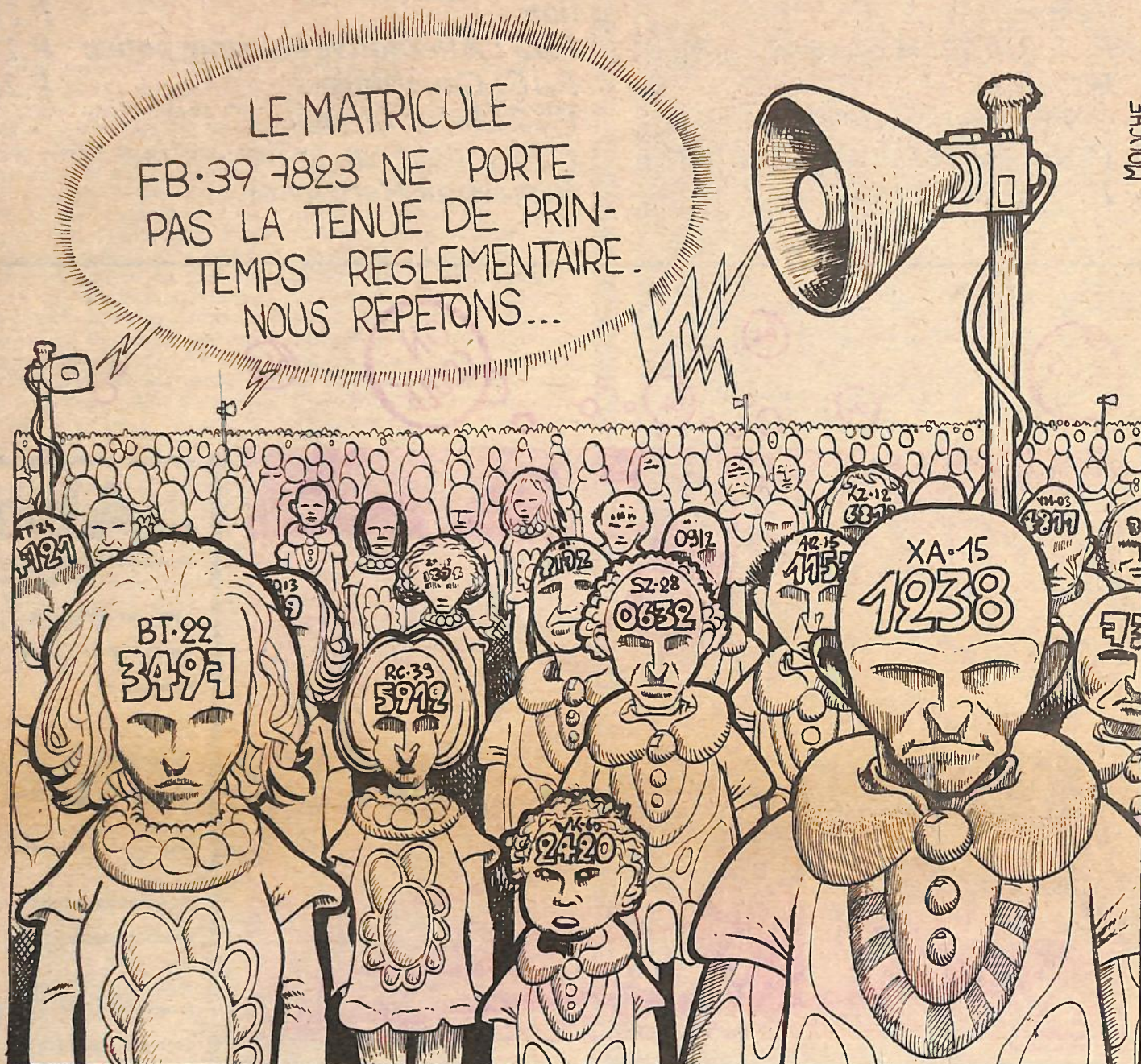
Gardarem lo Larzac !

Cette expression
légendaire vient de
prendre une entière
réalité, depuis que
la Cour de
cassation a cassé les
ordonnances
d'expropriations.

Cette décision va
sérieusement
compliquer la tâche
du magistrat chargé
des expropriations.

Quelle sera la
réaction du pouvoir
devant ce nouvel
obstacle ? Difficile
de la prévoir...

(suite page 19)



SÉCURITÉ et LIBERTÉ sont dans un bateau liberté tombe à l'eau qu'est-ce qui reste ?

On semble se lasser, en haut lieu, de l'état de crise qu'on a volontairement créé, dans les domaines judiciaire et policier : les « bavures », les procès pour bavures, les protestations contre ces procès, les frissons anti-terroristes, la dénonciation, arme à l'appui du « laxisme » de la justice... Tout ça fait trop de bruit. Ce « bruit », ces « affaires » qui se succèdent à une cadence effrénée dans vos journaux préférés sont bien sûr nécessaires à la terrorisation des Français.

La répression se renforce de façon anarchique : crise du judiciaire, crise des relations entre les citoyens et les institutions.

Cette instabilité ne saurait durer éternellement, de ces négations répétées des vieilles institutions démocratiques, il faudra bien que sorte un nouvel équilibre. C'est ce que recherche apparemment l'Etat italien, en tentant de liquider pour de bon le « terrorisme ». Le projet de réforme pénale « Sécurité et Liberté », s'il était adopté, serait la première mesure importante en France de stabilisation de la répression. Fini le coup par coup, la guérilla répressive. Passons aux choses sérieuses. Calmement, on double le nombre des taulards, on donne tous pouvoirs aux procureurs.

(suite page 3)

ON
VA
COULER

sommaire

glub

P.3 : Réforme pénale - Heidy Kempe.

P. 4, 5, 6, 7 : Assises de Lyon

P.8 : B.D.

P.9 : Shit en vente libre

P.10 : Assises shit - Nucléaire

P.11 : Nucléaire

P.12-13 : Amsterdamsquatts

P.14 : Agence Femmes Information

P.15 : Alternative musique police

P.16 : Canardage

P.17 : Infos 1er mai

P.18 : Facs en grève - Cinel - Répression Hertzienne

P.19 : Larzac - Immigrés

P.20 : Terrain

P.21 : Courrier

P.22 : Des nouvelles de la B.D

P.23 : Kultur

S.D.S.

GL

BL

BL

ON
COULE

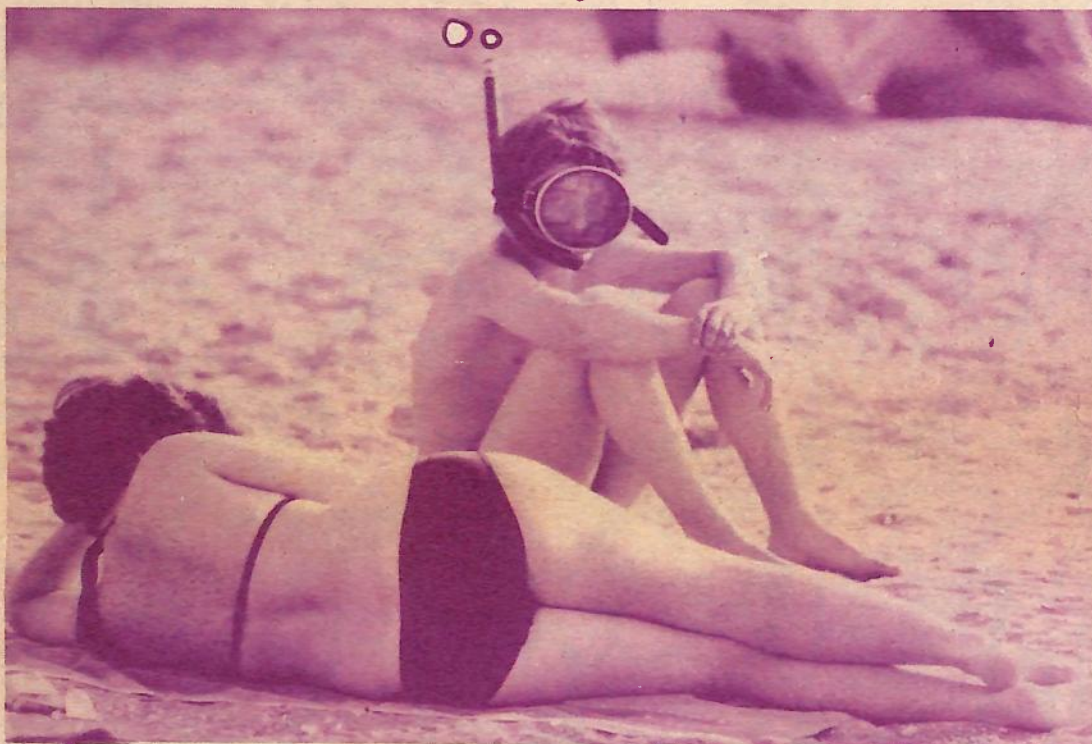
GL

GL

GL

GL

GL



(photo Baumann)

Depuis trois semaines vous n'avez pas eu votre bilan financier hebdomadaire, vous ne pouvez donc pas savoir l'état de notre situation économique. Et bien, rien de nouveau de ce côté : si les abonnements donnent une légère satisfaction, nous ne pouvons pas en dire autant de la souscription. En outre l'opération «quotidiens» aux Assises de Lyon qui a été un coup promotionnel très positif, nous est quand même revenue à 5 000 francs. Au risque de vous lasser, nous renouvellerons donc notre appel au 1er...

du 21 avril au 10 mai

Abonnement 30 000F

Soutien 4 000F

—Abonnement—

Je souscris un abonnement
un réabonnement

pour une période de

1AN (52N°) : 260F
6MOIS (26N°) : 140F
3MOIS (13N°) : 75F
(Abonnement pour l'étranger
sur demande).

Nom et prénom

Habitant n°

rue

Commune

Code postal (5 chiffres)

(pour un réabonnement) le numéro F/A figurant à la droite de
ma bande d'expédition est

J'abonne également pour une période de

Nom et prénom

Habitant n°

rue

Commune

Code postal (5 chiffres)

Ci-joint un chèque ou mandat de F
à l'ordre des Editions Patatras.

Adresser toute correspondance ou réclamation concernant les
abonnements à Isabelle Cabut, service abonnements, La Gueule
Ouvrte, 163 rue du Chevaleret, 75 013 Paris.

—Souscription—

Je joins la somme de.....F en soutien à la Gueule Ouvrte.

Bulletin à renvoyer à la Gueule Ouvrte, 163 rue du
Chevaleret, 75 013 Paris.

(Chèques à l'ordre de Danielle Fournier).

La Gueule Ouvrte

SARL Editions Patatras au capital de 2100F.

Administration : 163 rue du Chevaleret,
75 013 Paris,
tél.: 586 29 14.

Directrice de la publication : Danielle Fournier.

N° de commission paritaire : 53 257

Distribution NMPP.

Imprimerie : Courrier de l'Ain, 01, Bourg.

Les oreilles du juge Cabié

Si le projet «Sécurité et liberté» est adopté, on ne pleurera pas tous les juges d'instruction. La chambre d'accusation sans doute, ferait aussi bien le travail du juge E. Cabié, dans sa frénétique recherche de la vérité sur les tortures qu'a subies à Paris, il y a deux ans, Heidy Kempe Bittcher, une militante ouest-allemande séjournant en France. Cette recherche passe, pour lui, par la mise sous écoutes téléphoniques de la victime. Malheureusement c'est illégal.

Que dire d'un juge qui fait procéder à des analyses de vêtements un an après les événements ? Qui vient seulement d'entendre un des témoins les plus importants ? Qui prend prétexte d'une expertise médicale pour faire entendre Heidy sans ses avocats ? Qui l'a mise enfin sous écoutes téléphoniques pendant trois semaines, l'été dernier, ce dont les avocates viennent seulement de se rendre compte, en trouvant trois retranscriptions, dans le dossier ?

L'écoute de la victime est illégale. Cabié s'est donc servi de l'écoute légale d'un témoin, Jacques Soncin (qui habite, par une malheureuse coïncidence, avec Heidy, pour écouter celle-ci, en dehors de la présence de ses avocates. Le poisson est tout de même dur à avaler : Dans l'hypothèse (très improbable), où le juge aurait ignoré la cohabitation de Jacques et Heidy, il a dû s'en apercevoir assez vite, puisque tous les passages re-transcrits et versés au dossier sont des fragments de conversation téléphonique entre Heidy et d'autres gens ! Les phrases de Heidy ont été enlevées, pour contourner la légalité. Toutefois quand Heidy, lors de sa dernière convocation chez le juge a voulu lui donner les explications rendues nécessaires par la suppression de ses passages, c'est le juge lui-même qui les lui a données. Il n'ignorait pas, par exemple que la soude dont il était question dans une de ces conversations était destinée au nettoyage du «local», où travaille Heidy...

Car dans les passages retenus par ce vieux sage, il est beaucoup question de produits chimiques : Heidy travaille sur une machine offset... Mais Cabié pense à d'autres produits chimiques, ceux qui ont servi à torturer Heidy, et n'a pas su résister à la tentation d'utiliser cette coïncidence, pour jeter le trouble dans les esprits.

Une faiblesse que le juge semble un peu regretter aujourd'hui. Préoccupé, sans doute par la détermination de Heidy à entreprendre «toutes les démarches possibles» pour faire sanctionner

La Gueule Ouverte du 14 mai 1980.

cette illégalité flagrante, il a bien changé de ton avec elle. Les écoutes l'ont, paraît-il, «convaincu» que Jacques et Heidy disent la vérité !

V.M

P.S. Sur cette affaire voir la G.O. du 2.1.80, et du 6.2.80. On peut aussi contacter le collectif femmes de solidarité avec Heidy au 34 rue Vieille du Temple, 75004 Paris.



Peyrefitte met le parquet

(suite de la page 1)

Cette semaine a été riche en mises aux points sur des problèmes judiciaires litigieux. Les «bavures», c'est fini; les flics meurtriers de M. Diab (en 1972) et de P. Kadi (le 11 janvier dernier) n'ont pas commis d'homicide involontaire, ils étaient en état de légitime défense. Plus de contrôles d'identité illégaux : le commissaire de Dôle bénéficie d'un non-lieu, la grogne des commissaires devrait se calmer. Pas de fouilles magnétiques des avocats aux portes des prisons, mais des portiques qui «évitent les fouilles» (dixit Peyrefitte). On commence à y voir clair !

Sécurisant...

Le projet de réforme pénale (1), adopté en conseil des ministres le 30 avril dernier, va beaucoup plus loin dans l'éclaircissement de la situation, en balayant du Code de procédure pénale tout ce qui peut, dans la machine, créer heurts ou controverses à un moment ou à un autre. Plus de double degré de l'instruction, «si l'instruction préparatoire par un juge d'instruction n'apparaît pas nécessaire à la chambre d'accusation, eu égard aux charges déjà rassemblées». La chambre d'accusation n'a plus, depuis les affaires Croissant, Piperno, ou François Pain, à faire les preuves de sa docilité. L'affaire De Broglie a récemment montré les égards dus aux «charges déjà rassemblées» -en tendez : par la police !

On se demande aussi à quoi vont bien pouvoir s'occuper les Juges d'application des peines, si la notion de «peine de sûreté» permet de supprimer la quasi-totalité des mises en liberté conditionnelles, des permissions de sortie, etc.

Déjà pleines à craquer (45 000 taulards pour 33 000 places), les prisons françaises devraient héberger, d'après le Syndicat de la magistrature, au moins 70000

prisonniers en 1983, si le projet était adopté. La Santé est trop étroite, paraît-il pour permettre l'existence d'un véritable quartier de «politiques»; il va falloir construire... Peu de risques pourtant, pour que la base sociale des taules se transforme notablement : comme le remarque le SM, certaines infractions sont tout simplement ignorées par le projet, celles qui touchent au Code du travail et aux banqueroutes frauduleuses, par exemple.

Procureurs et journalistes

«Un revirement total dans l'évolution du droit et de la procédure pénale suivie dans notre pays depuis 45». Un véritable transfert de pouvoirs vers l'exécutif, aussi, puisque «le procureur de la République a la maîtrise intégrale du procès pénal, depuis l'enquête jusqu'à l'exécution des peines, comme le rappelle le SM. La presse Hersant ramasse quelques miettes dans ce transfert de pouvoirs. J.C. Soyer, alias Jussy, qui a été jugé plus apte à la préparation de ce projet que les magistrats du Ministère, a tout loisir de faire mousser son astuce juridique dans les colonnes du **Figaro**, dont il est éditorialiste. Il en profite même pour doubler Peyrefitte sur sa droite dans une interview du même journal (où on se demande qui questionne l'autre !), où il insiste sur le «coût d'une réinsertion sociale» qui «si souhaitable soit-elle, est effarant». **France-soir** donne un coup de main, en appelant ses lecteurs à envoyer leurs suggestions d'«amendements» à la réforme, au cas où les députés manqueraient d'idées, ou de bon sens ! Peyrefitte avait sans doute trouvé les français peu coopératifs, dans le dernier sondage de la SOFRES sur le sujet, où ils renaient le chômage comme principale cause des violences. Quant aux honnêtes gens de Légitime défense, on ne leur fait pas dire qu'ils sont contents. Mais ils ont gagné paraît-il, «une bataille et pas la guerre». Songent-ils eux aussi, à passer des balbutiements de l'après 23 mars, à l'offensive organisée ?

1) Voir à ce sujet la GO de la semaine dernière.

Valérie Marange

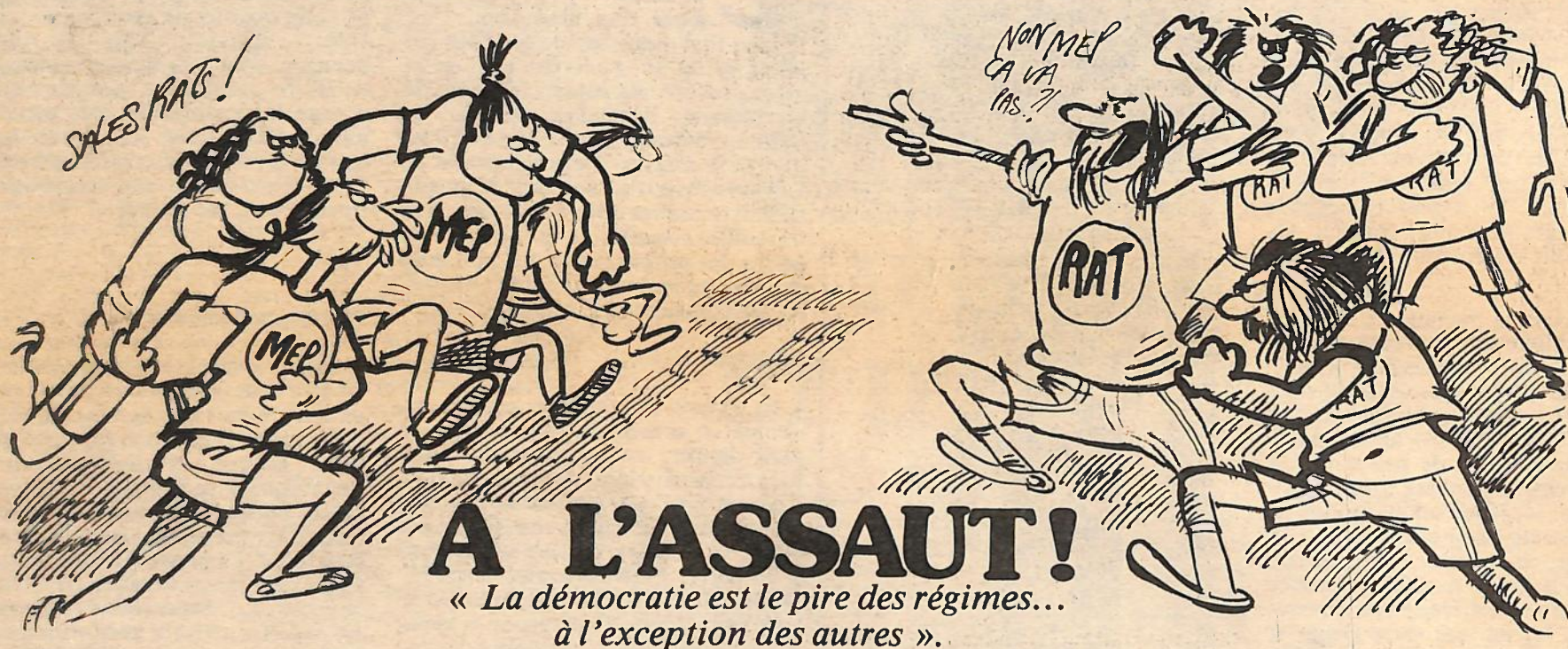
UNION, ACTION, PROGRAMME COMMUN!

Nous étions partis à Lyon pour apprécier, entre autre, la capacité d'intervention du mouvement écologiste, d'un mouvement que nous n'arriverons jamais à concevoir autrement qu'ouvert, non sectaire et se situant clairement, par ses actes, dans l'opposition. Pour ne rien vous cacher, nous avons été quelque peu déçus. Pas tant par les luttes fratricides dont couloirs et tribune étaient le théâtre, que par le flou immense de positions qui n'arrivaient pas à s'affirmer, à se confronter.

Nous avons une idée fixe : la primauté de l'intervention sur l'organisation, de la conflictualité sur l'unanimité d'une idéologie qui voudrait envahir tous les pores de la société. Nous ne croyons plus

possible que le mouvement écologiste puisse réellement se développer et se constituer en partenaire social parmi d'autres sans que de profondes cassures se provoquent en son sein. C'est le prix qu'un mouvement encore trop marqué par le « culturel » doit payer s'il veut apporter sa pierre à une convergence des mouvements sociaux qui ne soit plus seulement le désir des plus fous, parmi ceux que le rituel de la gauche institutionnelle n'a jamais satisfait. La Gueule Ouverte contribuera pour sa part à un processus de clarification que les partisans de l'œcuménisme ne pourront plus longtemps enrayer. Moins que jamais nous ne pouvons être le reflet d'un mouvement qui a peur de sa réalité.

La Gueule Ouverte.



L'assemblée de Lyon a voulu rester vierge — elle n'a donc rien enfanté. Eclatée par scissiparité en de multiples sous-assemblées régionales, elle se trouve 19 ou 23 fois confrontée aux mêmes questions qu'elle n'a su résoudre lorsqu'elle était une.

Sans doute quelques points ont été débroussaillés. Mais n'y aurait-il pas quelque imposture à vouloir faire entériner *sans vote* la logique procédant d'un autre type de rassemblement, d'autres assemblées :

— soit, en effet, les assemblées régionales sont souveraines, et dans ce cas les décisions ne les concernent qu'à titre indicatif. (On efface tout et on recommence)

— soit elles se considèrent comme le produit de Lyon et ses participants comme mandatés et engagés par les décisions de Lyon. Elles se résument alors en de simples chambres d'enregistrement.

Dans l'un et l'autre cas, nulle procédure de « remonte » des décisions n'est prévue. Ce serait donc à chaque assemblée régionale

de trancher sur ce point (notons en passant que rien n'interdit d'avoir 19 procédures différentes).

Il va de soi que dans un tel état d'éparpillement, d'indétermination, de désorganisation, seules les « grosses » organisations bénéficiant d'une surface nationale, pourront coordonner leurs interventions dans de telles Assises. Elles seront également les seules à pouvoir porter les résultats de ces Assises à la bande des neuf qui n'est ni neuve, ni bandante.

Il va de soi également que chaque « force nationale » étant aussi divisée en son sein sur les objectifs et les moyens à se donner, chaque petite clique va pouvoir jouer à la marelle entre les trois légitimités : celle des Assises de Lyon, celle des mouvements nationaux, celle des Assises régionales.

De plus, l'erreur de méthode qui a consisté à dissocier les candidatures et les programmes, si elle avait joué à Lyon contre les candidats, va jouer aux Assises Régionales, contre le programme.

Or c'est, nous n'avons cessé de l'affirmer, le point central de toute discussion, non seulement sur les élections présidentielles, mais surtout sur la nature même et l'existence du mouvement.

Dans quel monde vivons-nous ?

Il est significatif qu'à aucun moment des Assises l'analyse de la société française n'ait été abordée. Voilà un mouvement qui prétend changer une société, la faire évoluer, l'écologiser, et qui se soucie comme d'une guigne de déterminer ce à quoi il s'attaque.

Il est vrai que peut-être les protagonistes de ce mouvement ont, derrière la tête, une petite idée du type de société qu'ils veulent. Il est néanmoins vrai que ces « petites idées » sont radicalement antinomiques. Quoi qu'il en soit, partant de ce néant d'analyse, on en arrive à une absence de programme et à l'impossibilité d'une stratégie.

Pourtant, dans notre pratique quotidienne respective est inscrit en creux ce que nous voulons et ce

que nous ne voulons pas. Ce que nous voulons, c'est la récupération collective du droit à être un individu. Cela implique que la campagne des écolos soit d'abord la campagne de la liberté.

- Suppression des juridictions et pratiques répressives
- reconnaissance du droit à jouir de notre corps et de notre vie
- abolition dans le travail de l'organisation de l'exploitation quotidienne
- amnistie générale et immédiate
- etc., etc., etc.

Ce que nous ne voulons pas, c'est non seulement que s'instaure la société du nucléaire, mais aussi que se perpétue le mode d'organisation économique et social qu'elle a engendré. Les conséquences d'une telle affirmation, c'est qu'au niveau politique, le départ de Giscard est une nécessité d'évidence. A un niveau plus général, il est peut-être temps d'affirmer que la réalisation de la perspective écologiste (remarquer l'humanité et la nature), ne passe

rien moins que par l'élimination du capitalisme, qu'il soit privé ou d'Etat.

Il ne s'agit pas pour moi de présenter un programme sorti tout armé du 163 rue du Chevaleret. Il s'agit beaucoup plus simplement d'essayer de fournir à quelques amis isolés dans un magma d'Assises quelques éléments de réflexion qui fonderont éventuellement des perspectives d'action.

Que le sursis que se sont accordé les participants au mouvement écolo puisse être mis à profit pour, même de manière faiblement majoritaire, définir ce que nous voulons et où nous allons, c'est tout le mal que je nous souhaite. Qu'on ne s'y trompe pas. Les questions les plus hautement politiques, quand on les chasse par la porte, reviennent toujours par la cave. Si les Assises régionales ne les règlent pas, ne les posent même pas, elles sauront, sous peu, ce qu'il en coûte d'oublier que la politique est une chose trop sérieuse pour être laissée aux politicards. Souhaitons-nous bonne chance et à l'assaut.

Jacques Thibault

La Gueule Ouverte du 14 mai 1980.

VOTRE MORALE ET LA MIENNE

«Seule l'action est morale»
Goethe

Il n'est plus possible de fermer les yeux sur l'incapacité de l'ensemble des groupes écologiques de se poser les questions cruciales qui détermineront son avenir. Les «Trois Piteuses» de Lyon ont clairement mis en évidence la volonté de beaucoup d'arrondir les discours, de fondre le concret des campagnes dans la globalité de thèmes trop généraux pour être efficaces. Au lendemain de Lyon, le choix est clair entre se fondre, encore une fois, dans le vaste sein maternel d'une mouvance écologiste, et les combats à mener, sur le terrain et sur le papier, pour clarifier les divergences et opérer les ruptures qui s'avèreront nécessaires. Autant le dire en préambule : seule la seconde voie me semble jouable, elle seule peut nous éviter la grande dissolution dans un flou d'autant plus dangereux qu'il se pare des vertus du radicalisme et de l'ouverture.

Si bilan des Assises de Lyon il doit être fait, celui-ci ne peut que s'articuler autour de l'analyse des trois questions clé qui étaient mises à l'ordre du jour : les actions prioritaires, l'organisation et l'ouverture aux autres mouvements. Je persiste à penser que la campagne des présidentielles ne peut être que mise en perspective par ces débats premiers et que refuser cette dynamique ne peut con-

duire qu'à de grands débats organisationnels (entre les «mini-appareils» de l'écologie) ou procéduriers. La matinée de dimanche a suffisamment prouvé cette réalité.

Sur les actions prioritaires, rien, désespérément rien. Au risque de ne rester qu'un vaste rassemblement de luttes ponctuelles le mouvement écolo (ou plutôt ce que dans ma tête il en reste) doit s'atteler de toute urgence à ce problème s'il veut avoir, comme il dit en posséder le désir, une réelle présence nationale. Nous ne pouvons plus jouer avec les mots et les formules elliptiques : rien ne sert de déclarer en privé constituer la seule opposition de ce pays si les actes ne suivent pas, si l'image publique reste celle de gentils amoureux de la nature. Il nous manque la consistance pour être vraiment pris au sérieux, par ceux que nous combattons, aussi bien que par nos alliés potentiels.

Sur l'organisation, quelques propositions intéressantes ont été avancées... et votées. Contribuer, avec mes modestes moyens, à les mettre en œuvre est évidemment mon désir le plus intime. Il n'en reste pas moins qu'une question me hante à chaque fois que j'aborde ce sujet : pourquoi, depuis dix ans qu'il existe, le mouvement écologiste n'a-t-il jamais été capable de mettre en place

des coordinations régionales puissantes et actives ? Là encore, l'œcuménisme est contre-productif, les groupes qui se coordonnent n'étant peut-être pas les bons, d'autres qui auraient pu être dans ces structures souples restant au dehors, à contempler un consensus se dégradant en impossibilité à intervenir sur la réalité politico-sociale. Je ne pourrai plus m'organiser et me coordonner avec n'importe qui, sous prétexte que ce n'importe qui est de la même mouvance que moi (à ce stade, la mouvance se transformant d'ailleurs bien vite en communauté de misère). Je veux des garanties, et seules nos capacités conflictuelles d'intervention dans les mêmes campagnes pourront me les donner. Je ne

ces, le désastre. Trop occupé à ne pas nous faire embarquer dans des alliances contre nature avec les partis, nous nous sommes donnés des embryons de structures de partis. Trop inquiets d'une possible assimilation à la gauche institutionnelle, nous n'avons pas su poser le problème crucial de notre rapport aux autres mouvements sociaux. Le flou entretenu autour de la réalité que nous mettons derrière ce qui n'est encore qu'une formule, le peu de concret des débats amorcés ici et là, témoignent de notre incapacité à définir le lieu où une telle convergence est non seulement possible, mais nécessaire, au risque de nous retrouver, chacun, dans notre (ou nos) petite(s) secte(s). Où pourrions-nous rencontrer le mouvement

aux lourdeurs de leurs organisations. Un fait, un seul, est évident : nous ne pourrions rien faire, à un niveau qui ne soit pas que local, avec ces forces-là, tant que nous apparaîtrons comme un aimable amalgame de groupes gentillets, incapables de ne parler de convergence autrement qu'en termes de ralliement de «ceux qui le veulent» à un impérialisme idéologique et utopique qui à nom «écologie». Nous ne pouvons pas prendre le risque de renouer avec le conflit des idées désincarnées. Notre ouverture ne peut être que corrélative à une clarification interne qui ne peut conduire qu'à des déchirements. Ce n'est pas par désir d'exclusion (que certains s'amuseront s'ils le veulent à motiver par de vieilles haines personnelles) que j'écris cela. Je crois qu'objectivement, les choses ne peuvent pas se dérouler autrement.

Savoir qui de Brice Lalonde ou de Philippe Lebreton (à moins que ce ne soit X) sera candidat lors des présidentielles ne m'importe que relativement (même si mon choix est fait, non sur un nom, mais sur des possibilités de dynamique de chacune de ces propositions). La volonté de clarification que nous saurons ou non mettre en œuvre dans les mois qui viennent me semble être beaucoup plus fondamentale quant à l'avenir d'un mouvement qui ne peut plus végéter dans le localisme et le verbiage. Des ruptures se produiront, elles sont nécessaires. Des campagnes s'enclencheront, elles sont vitales. Des stratégies se choisiront consciemment, elles sont déterminantes. Il ne m'intéresse plus de faire de la morale.

Marc Thivolle



choisirai plus l'amalgame un peu forcé avec ceux qui se nomment de la même manière que moi. Mon choix ira à ceux qui auront une pratique compatible avec la mienne. Au risque d'apparaître, dans mes propres rangs, comme un diviseur et un empêqueur de «consensus» en rond.

Sur l'ouverture aux autres mouvements et aux autres for-

mées ? Et le mouvement régionaliste ? Les libertaires, les autogestionnaires et les anti-militaristes sont-ils vraiment ailleurs ? Et que faire, et où, avec ces militants transfuges de l'extrême-gauche que nous retrouvons dans les Comités Larzac ? Sans parler des radios libres dont la dynamique semble nous intéresser si peu ou des syndicalistes anti-technocratiques que nous renvoyons

PS. : Quand certains proposent sérieusement de placer dans nos alliés possibles les groupes de légitime défense, la rigueur dans le discours est nécessaire. Le «etc» qui suit la liste jamais finie des mouvements sociaux doit disparaître de notre langage : ces trois petites lettres n'ont fait que trop de mal et ont couvert trop de faux accords.

Petites annonces

RAT au MEP : échangerions pendant trois mois B. Lalonde et P. Samuel contre S. Fernex et P. Lebreton... Y a pas de raisons que ce soient toujours les mêmes qui se marrent.

Messieurs A.P. et S.K. ont perdu charmante petite cohérence rouge aux yeux verts, forte récompense, écrire à la Grosse Baleine, qui ne transmettra pas.

Hiroshima mon amour... Je t'ai vue à Lyon : si tôt que tu es intervenue, j'ai compris que ma vie n'aurait plus de sens

sans toi. Signé Albert des Renseignements Généraux à Maximilien de la DST.

Ovni. Coincés dans la commission « Structuration des Structures » et « structure de la structuration », j'ai appris avec stupeur qu'il y avait eu aux Assises un quotidien et une radio. Je n'ose encore y croire. Lance une commission d'enquête. Adresser tout renseignement à M. Nostradamus, quelque part dans la mouvance.

Groupe écolo cherche mouvement social qui posséderait petit local tranquille avec vue sur les masses. Ecrire aux Amis de l'Affaire.

MEP organise dans les salons de l'hôtel Hilton à Paris une grande réception le 18 juin 1997 à l'occasion de son 300ème adhérent.

JJSS cherche F. Giroud... Au cas où les écologistes l'auraient trouvée lors de leurs Assises de Lyon, ils sont priés de la ramener sans amendement.

Groupe militant n'ayant pas été à Lyon cherche candidat muet pour présenter leurs motions aux prochaines Assises.

Pour l'été, cherche voiture et chauffeur pour écraser une partie du mouvement écolo lors des manifs anti-nucléaires.

Ministère de l'Education Nationale cherche troisième collège pour la rentrée prochaine.

Candidat de la dernière heure cherche militants de la première heure en vue bases solides d'une campagne électorale.

Cède volontiers P. Lebreton, S. Fernex, B. Lalonde contre petit chalet de montagne, même très cher.

Ancien candidat écolo cherche psychothérapeute de groupe pour ses militants et lui-même.

Cherchons pour vieux dirigeant écolo tranquille maison de retraite en Iran ou, à défaut, en Colombie.



LAISSONS LES VIVRE

INTERVIEW NICAISE

La GO : Lors du dernier round des Assises de l'Ecologie, alors qu'une fraction des Amis de la Terre présents à Lyon semblait prête à claquer la porte devant les exigences du MEP, tu es intervenu pour éviter la rupture. Peux-tu expliquer pourquoi ?

Ghislain Nicaise : J'ai pensé que nous ne pouvions nous séparer sur une affaire aussi secondaire que le choix de la date de désignation du candidat écolo pour les présidentielles. De quoi aurions nous eu l'air ?

La GO : Ce n'était pas le seul point de désaccord mais, effectivement, certains AT ont donné l'impression de vouloir arriver sans heurts à cette discussion finale sur les présidentielles. La lecture des motions votées montre que leur banalité est le résultat de calculs d'épiciers.

GN : Un congrès comme celui de Lyon, ouvert à tous, n'est pas un truc à usage exclusivement interne: on s'adresse - à travers les médias - à l'ensemble de la population. Le fait d'avoir voté une motion dans laquelle nous choisissons cinq thèmes d'action prioritaires (nucléaire, libertés, Tiers Monde, durée du travail et défense du monde rural) n'est pas, pour le militant et l'électeur moyen, aussi anodin que tu sembles le laisser entendre. Par ailleurs si les AT ont fait des concessions, le MEP a également mis beaucoup d'eau dans son vin.

La GO : Faire des concessions permet, parfois, de cacher des divergences politiques majeures. Selon toi était-ce le cas à Lyon ?

GN : Je pense que les divergences politiques qui, c'est indéniable, existent dans le mouvement écolo ne passent pas par les organisations existantes. Dire que les uns sont plus réacs que les autres me semble simpliste et c'est la raison pour laquelle je me réjouis qu'il n'y ait pas eu de rupture à Lyon. Les clivages n'auraient pas été clairement posés et on aurait découragé les militants.

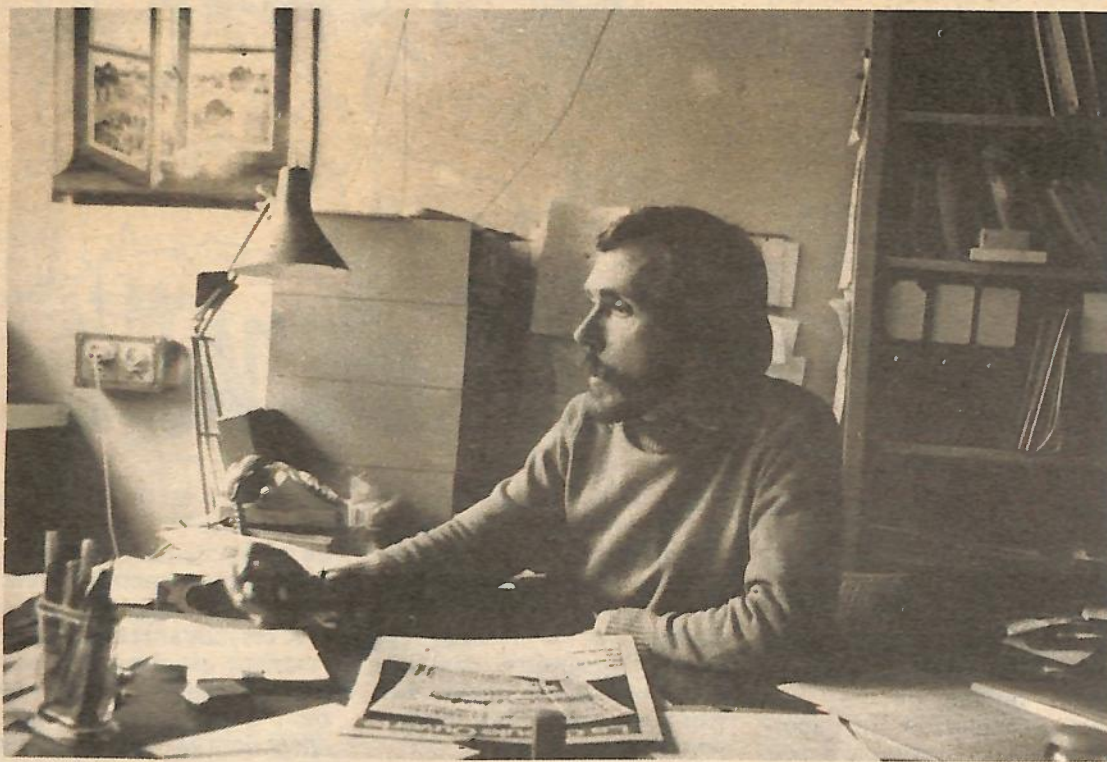
La GO : Que penses-tu de ce recours à des assises régionales décidé le dernier jour ?

GN : Il va y avoir encore beaucoup d'énergies perdues qui auraient pu être utilisées à des fins plus utiles, mais je pense que c'est un bien et que l'on retrouvera au niveau

Le débat sur la convergence des «mouvements sociaux» risque d'être difficile au sein des groupes écologistes. Dire que celle-ci ne se concrétise qu'au niveau de la fréquentation des mêmes locaux afin de ne pas en faire un critère essentiel d'intervention et d'organisation ne mène pas bien loin.

Les réponses évasives de Ghislain Nicaise (des Amis de la Terre de Lyon) et René Commandeur (Mouvement d'Ecologie Politique) aux questions que nous leur avons posées nous renforcent dans la conviction que le débat doit porter prioritairement sur ce point.

Marc Thivolle



G. NICAISE

PHOTOS BEROUD

régional la même volonté d'unité que celle qui s'est manifestée à Lyon.

La GO : De nombreux congressistes ont fait le reproche aux Amis de la Terre d'avoir sacrifié la lutte commune avec d'autres mouvements sociaux sur l'autel de la réconciliation entre tendances de l'écologie. Est-ce ton sentiment ?

GN : Il faut bien reconnaître que, même au sein des AT, la convergence des luttes n'est pas la première préoccupation des militants. Tenons en compte même si c'est pour le regretter. Je sais aussi que certains, particulièrement au sein du MEP, estiment que l'écologie est une nouvelle vision globale du

monde et qu'elle peut assumer la théorisation d'autres luttes. Je suis d'accord pour dire que l'écologie est, en théorie, une pensée globalisante qui veut tout aborder... mais force est de constater que ce qui a pu être, il y a quelques années, l'espoir des écolos ne s'est pas réalisé. Le mouvement écologiste n'a jamais été capable d'assumer la plupart des luttes et il n'a attiré à lui que les anti-nucléaires (et encore pas tous !). Pourra-t-il se nourrir dans les années à venir d'autres troupes ? Je n'en sais rien.

La GO : Vouloir rallier l'ensemble des luttes sous une seule bannière : n'est-ce pas une attitude partitairre ?

GN : Pas forcément. La plupart des écologistes n'ont pas de prétentions totalitaires et leur relative décentralisation n'est pas seulement le fruit du hasard. Si l'adhésion est librement consentie, je ne vois pas pourquoi il ne serait pas souhaitable que tout le monde soit regroupé... Ce serait singulièrement réduire l'écologie que de l'assimiler à la seule lutte antinucléaire. Maintenant je ne vois pas bien ce que nous pouvons faire d'autre actuellement sinon essayer d'influer pour que les luttes convergent. Il faut être modeste et faire passer la pratique quotidienne avant les grandes théories.

Propos recueillis
par Jean Louis

INTERVIEW COMMANDEUR

La GO : Pour toi les Assises de l'Ecologie sont-elles positives ?

René Commandeur : Je pense que oui, surtout compte tenu du fait qu'il y avait un enjeu dès le départ et que tout le monde attendait la dernière heure, c'est à dire le moment où l'on parlerait des présidentielles. Cela dit nous avons une fois de plus escamoté le fond du sujet. Pour nous il ne s'agissait pas de se mettre d'accord sur des campagnes prioritaires ou sur des stratégies -du moins ce n'était pas d'abord cela- mais de faire éclater les contradictions existantes entre les deux principales tendances de l'écologie actuelle et mettre le doigt sur les lignes de clivage. Nous ne ferons rien ensemble si les analyses de fond ne convergent pas très rapidement vers un terrain reconnu comme commun. C'est un problème d'identité.

La GO : Comment peux-tu te déclarer satisfait et reconnaître aussitôt après que les problèmes ont été escamotés ?

RC : En fait l'escamotage n'a pas été total car le jeu des motions et des amendements a quand même clarifié les choses, en particulier sur les alliances et sur l'identité écologiste vis à vis des «mouvements sociaux». En effet, si pour la majorité des Amis de la Terre, le phénomène technocratique constitue la base d'analyse théorique de la société actuelle (les luttes s'avérant n'être que des «mouvements sociaux» face à la technocratie), pour nous la technocratie ne constitue pas une nouvelle classe dominante. Elle n'est qu'un effet ou un élément du système (productiviste, économiste) et c'est ce dernier qu'il convient de foutre en l'air. C'est la raison pour laquelle nous nous séparons de toutes les autres idéologies qui impliquent une théorie de l'appropriation que nous récusons. L'appropriation entraîne le marché, l'incommunicabilité entre les gens, l'épuisement des ressources naturelles, la guerre qui nous menace etc.. Pour des gens comme Lenoir et Radanne, les écologistes ne sont pas là pour prendre en charge le politique mais seulement pour intervenir en tant que composante des «mouvements sociaux» au même titre que les féministes, les régionalistes etc. dans la lutte antitechnocratique.

La Gueule Ouverte du 14 mai 1980.

Selon eux, il incombe aux partis politiques de prendre en charge le politique.

La GO : Dans un tel contexte, la théorie des «mouvements sociaux» ne te paraît donc pas soutenable ?

RC : L'idée hâtive et peu étayée de «convergence» ou d'addition des «mouvements sociaux» exprime l'incapacité de ré-unir en un même grand mouvement des contestations qui n'ont pas su trouver, ou qui ne veulent pas voir, ce qui les rend en grande partie identiques. Le tremplin actuel de l'écologisme, ce sont aussi ces centaines de milliers d'agriculteurs spoliés, ces milliers d'ouvriers qui en ont marre que leur syndicat ne leur parle que de boulot... bref tous ces gens qui se posent les grandes questions réservées autrefois aux philosophes : qu'est-ce que je fais de ma vie ?, de quoi ai-je vraiment besoin ?, pourquoi est-ce que je bosse comme un con 8 heures par jour ?.

La GO : Prendre en charge le politique consiste donc à articuler toutes ces composantes et pour toi ce rôle revient, j'allais dire «de droit», aux écologistes ?

RC : Je le pense et pour ce faire il faut nous mettre d'accord sur un projet qui ne peut être qu'une approche globale de la globalité. C'est autour de ce projet que pourront s'organiser nos luttes tout en garantissant, sur fond de ressemblance, les vraies différences.

La GO : Les projets globalisants me font peur, ils ont toujours enfanté des monstres. Ne penses-tu pas qu'il y a un risque et que mieux vaudrait être plus modestes (probablement plus réalistes aussi) en disant que le «vers quoi nous allons» naîtra de ce que nous sommes, de l'ensemble de nos luttes, sans en préjuger... même de manière «écologique» ?

RC : Tu vois l'écologie d'une manière trop linéaire, trop biologique alors que c'est la science des relations.

La GO : Suffit-il de dire cela pour convaincre les femmes, les paysans ou les ouvriers en rupture de syndicat qu'ils sont tous écologistes ?

RC : A Voiron, la petite ville où je milite, nous nous retrouvons tous, féministes, objecteurs, antinucléaires... dans le même local et, que je sache, ça ne gêne personne de se déclarer écologiste.

Propos recueillis par
Jean Louis



La Gueule Ouverte du 14 mai 1980.

GROUPE DES 9

Les Assises Ecologiques de Lyon ont élu neuf de ses participants aux fins de gérer la campagne des présidentielles. Parmi eux, on trouve (curiosité du vote) trois militants du Mouvement d'Ecologie Politique, trois militants du Réseau des Amis de la Terre et trois militants des groupes dit du «3° collège» : Yves Cochet, Bernard Dumontet, Solange Ferneix, Geneviève Jonot, Brice Lalonde, Philippe Lebreton,

Roger Masson, Michel Politzer et Alain de Swaert. Ce groupe des représentants s'est réuni dimanche 11 mai à Paris. Un certain nombre de décisions ont été arrêtées quant à la procédure qui permettra la désignation du candidat des groupes écologistes. Parmi celles-ci :

- la mise sur place, 14 bis rue de l'Arbalète 75 005 Paris, d'un secrétariat du groupe des représentants, intitulé «Prési-

dentielle - Ecologie» ;

- les Assises Régionales qui doivent décider de la candidature se tiendront le dimanche 15 juin 1980 ;

- le dépôt des candidatures, chaque postulant devant obligatoirement fournir une profession de foi de moins d'un feuillet dactylographié, doit être effectué avant le 30 mai 1980.

- les groupes qui veulent parti-

ciper aux Assises Régionales doivent s'inscrire auprès de «Présidentielle - Ecologie» en joignant deux enveloppes timbrées à 1,30 F ;

- les participants aux Assises Régionales s'engagent à respecter les décisions de celles-ci ainsi que les décisions des Assises de Dijon et de Lyon.

Marc Thivolle

Photo Xavier Lamb...



EN MARGE

En marge des Assises de Lyon, voici quelques réflexions de jeunes immigrés, antinucléaires, que les innombrables marchandages motionesques ont laissé froids. Ils posent, à partir de leur vécu, des questions très réelles à l'ensemble du mouvement écologiste et antinucléaire. En effet peut-il encore continuer à passer sous silence la réalité quotidienne de milliers de jeunes contrôlés et réprimés par le quadrillage policier, tout en discorant entre gens de bonne compagnie sur de grands projets de société...

«Venus aux Assises pour tester l'implication possible des jeunes immigrés et prolétaires des banlieues dans le mouvement antinucléaire, et même dans le monde écologique, mais surtout pour avoir un aperçu de la situation

dans la banlieue lyonnaise, nous avons rencontré non seulement une méconnaissance et même une ignorance absolue de ce mouvement social au sein duquel nous évoluons, mais aussi un comportement de marginalisation, de «mise en délinquance» à notre égard. Surveillance, interdiction, marchandage (journaux, bouffe...) ça nous rappelle un peu trop notre quotidien policier, pour pardonner à ceux qui prétendent le combattre, ces formes de contrôle social. Il existe donc des malabars écologiques, nous les avons rencontrés. Pourtant il faudra de plus en plus compter sur la présence des jeunes prolétaires dans le mouvement antinucléaire. Ils se sont notamment donné rendez-vous aux rassemblements de Plogoff et de la Hague. Qui donc n'a pas intérêt à ce que notre haine des flics s'étende et s'élargisse au nucléaire, sinon

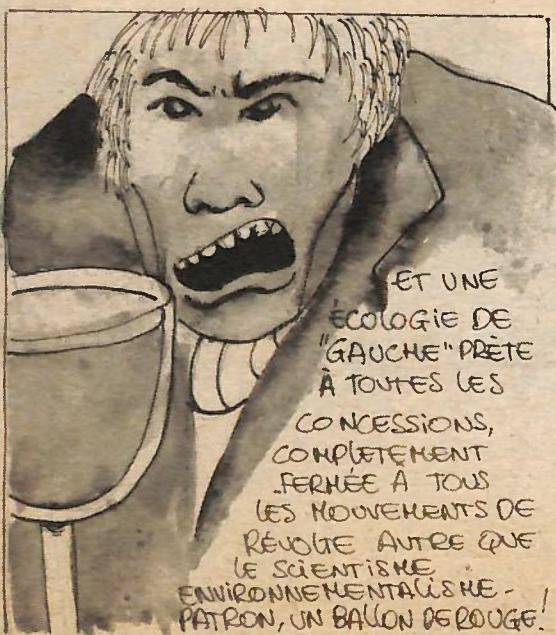
les tenants d'une société policière?»

L'ancrage du mouvement écologique dans les mouvements so-

ciaux ne se fera pas sans la jeunesse, or les jeunes ont été les grands absents de ces Assises de Lyon...

Seule lueur de ces trois jours de brume : l'adoption d'une motion en six points sur le processus de structuration du mouvement. Nous croyons indispensable de rappeler que les propositions que nous publions ci-dessous ne concernent en aucun cas l'organisation de la campagne des présidentielles. Le nouveau CLE institué par le premier point n'a donc pas pour rôle d'être le moteur d'une campagne qui doit se doter de ses outils propres (groupe des représentants, commission de contrôle, commission technique). Il ne dépend que de la volonté politique des groupes partie prenante du mouvement que cette motion devienne réalité.

1. Mise en place d'un nouveau Comité de Liaison Ecologique avec fonctionnement à la proportionnelle des collèges.
2. Harmonisation progressive des procédures de décision de tous les groupes (établir une liste des groupes écologistes, mise en place des mandats).
3. Mise en place d'agences de service communes.
4. Tenue d'Assises Nationales pour des «fianciailles» après Mars 81.
5. Structuration nationale avec recours au référendum à initiative populaire à la demande de 10% des militants.
6. Création immédiate d'instances locales, régionales et nationales de réflexion et d'approfondissement théorique et de diffusion de cette réflexion. Le National pouvant être le lieu de confrontation des réflexions régionales qui mettent en lumière la cohérence des démarches où les différences d'appréciation des sujets traités.



agence shit – nouvelle

7 mai dans les salons de l'hôtel Lutétia, à la moquette moelleuse et aux corridors dorés qui savent si bien feutrer l'ambiance des palaces parisiens.

Conférence de presse sur la dépénalisation du Cannabis... Et toc ! Les journalistes présents n'ont pas été déçus du « Voyage », au sens propre ainsi que figuré du terme !

Très vite, Marc Thivolé présente l'objet de la conférence et les joints se passent de mains en mains.

Il s'agit d'annoncer au grand public les **Assises nationales du 10 et 11 mai** organisées par

le Comité d'Action pour la libération de l'usage de la Marijuana et ses dérivés. Puis le comité de soutien à Dominique Ferret prend la parole (voir article sur le sujet) et ma voisine prend un nouveau « stick ».

shit en vente libre et acide en pharmacie

Dans le n°310 de la GO, Mandrin explique quel est le but des « Assises Nationales pour la dépénalisation du cannabis » et souligne à juste titre qu'attendre, « c'est se rendre complice des overdoses, des morts et des trafiquants ».

Amon avis, il y a lieu non seulement de dépénaliser le hasch, mais de faire voter par le Parlement une nouvelle loi légalisant l'herbe et le shit, et autorisant leur mise en vente libre. Dans les bureaux de tabac par exemple.

La question est plus complexe lorsque l'on aborde des produits beaucoup plus puissants : l'acide ou les autres psychédéliques. J'ai déjà expliqué que « des milliers de jeunes français achètent au marché noir des pastilles, des pillules, des cristaux de L.S.D. Doses inconnues. Pureté douteuse. Mélanges forcés. Prix variables. D'où accidents fréquents. »

Est-il souhaitable de laisser à la pègre des gros trafiquants le monopole de la vente en grande quantité (les « consommateurs » ne sont le plus souvent que de petits revendeurs) ? Ne vaudrait-il pas mieux réglementer cette vente, sous contrôle médical ? Allons-nous laisser plus longtemps des milliers de jeunes, lycéens, étudiants et ouvriers

à la merci des trafiquants et des patrons de laboratoires clandestins, dont le profit est le seul objectif ? N'est-il pas plus raisonnable de confier à certains médecins ou psychologues spécialisés le soin de donner les ordonnances nécessaires à ceux qui le demandent, après examen approfondi de leur santé mentale et physique ?

Ne vaudrait-il pas mieux voir ces jeunes aller acheter en pharmacie, munis de leur ordonnance, des doses prescrites d'un produit cliniquement pur qu'ils se procurent dès à présent, avec les risques que l'on sait, dans l'arrière-salle des bistrotts ?

Entre la vente libre et le marché noir du L.S.D., il existe une solution : l'achat en pharmacie, sur ordonnance. Cette solution n'est pas sans risques, celui des fausses ordonnances, par exemple. Mais la situation actuelle n'est-elle pas encore plus dangereuse ?

Alain Revon

Auteur de « Au-delà du L.S.D. »
(Editions Stock 2)

A la tribune, sont présents **Alternative Radicale, la Gueule Ouverte, le PSU, les Jeunesses socialistes, Radio Paris 80, les CCA et Jean Fabre du Partito Radicale...** Ce dernier, veste correcte et cravate intervient longuement sur la convergence entre les situations d'Italie et de France en ce domaine. Il rappelle pour ceux qui auraient pu l'oublier qu'il venait d'être récemment condamné à cinq mois de prison avec sursis pour avoir offert un joint (gratuitement) au sous-préfet de la police de Rome. Considérant que les dérivés du cannabis sont pas des drogues, il insiste sur la loi en vigueur qui, répète-t-il est dangereuse.

« Une loi tolérante et permissive ouvre à tous les abus... Un juge peut être tolérant, pas une loi. Et n'oublions pas que la loi offre un magnifique terrain de démarchage pour les revendeurs... »

Un petit rappel pour dire qu'en Italie les signatures pour l'obtention d'un référendum sont déjà au nombre de deux cent mille; encore trois cent mille et le gouvernement sera obligé d'organiser une consultation populaire dans tout le pays...

Beau pays, belles lois...

Et continuant de moins en moins visible derrière les volutes épaisses qui se dégagent de tous les côtés de la petite salle :

« Par rapport à la drogue en général, je vois trois exigences : exigence de liberté, exigence de tutelle sociale et de tutelle sanitaire... Quant aux prétendus dangers des dérivés du cannabis je défie n'importe quelle autorité médicale de dire qu'ils sont plus dangereux que le tabac, l'alcool, etc. »

Et Jean Fabre de nous avouer pour conclure qu'en réalité il ne fumait pas du tout et que s'il l'avait fait, c'était par solidarité.

Au nom des CCA, Didier lui réclame la libération de toutes les drogues... Bref tout va pour le mieux, on commence à se sentir bien et il est sûr que des odeurs bien « particulières » doivent arriver aux narines des convives du restaurant de l'hôtel qui déjeunent juste en dessous du salon où se tient la conférence de presse... Sans doute la langouste mayonnaise commence-t-elle à prendre l'allure et le goût de « méchouis »...

Un journaliste pose une question au représentant du mouvement des Jeunesses socialistes :

« Pourquoi le problème de la dépénalisation du cannabis se trouve-t-il dans le chapitre de l'enfant et la famille » dans le projet socialiste ?

« Problème de mise en page de dernière heure !!! »

Tout le monde s'esclaffe, et ce sera la conclusion de cette agréable réunion.

Alors, d'accord, on se téléphone et on se fait un joint ?

Si vous aviez vu la tête des

hôteliers quand on est parti du petit salon Boucicaut aux cendriers remplis à rabord de « drôles de substances... »

Loïc Le Guénédal

Ah...chiche?

Mecs et nanas avant de pénétrer dans le «saint des saints» se payent la dernière «Gueule Ouverte» et achètent un badge «Marijuana» édité par le Partito Radicale. Vu l'affluence réduite on commence par disposer les gens sur les chaises en cercle qui débute gentiment la conversation «internationale» sur l'aspect juridique de la question.

Un ou deux joints s'échangent entre mains masculines (je compte à cette heure quinze fois plus d'hommes que de femmes...) Les journalistes des «grands quotidiens» se pointent, même «France soir» qui n'en est plus à faire un énième «voyage»... (témoin sa «Une» de samedi). Patrick Gervais, avocat et membre d'Alternative Radicale préside les débats et Marc Thivolle introduit dès le départ la réflexion sur les atteintes aux libertés individuelles. A ma droite, un représentant de la Ligue des droits de l'homme intervient :

«On doit se rendre compte que le problème de la drogue sert de moyen répressif, par exemple elle a servi sur le plan de la loi à élargir les perquisitions...

Gérard Soulier, prof de droit à Amiens/

«Etant donné le projet Peyrefitte qui vient de sortir, je pose la question : est ce que cela vaut la peine de se battre pour le problème de la dépénalisation et je propose tout de suite à la Gueule Ouverte par rapport à la drogue de lancer une grande campagne à titre d'exemple, afin de faire «contrôler», «faire pisser comme les cyclistes» les hommes politiques à l'issue de leurs campagnes électorales, bourrés d'amphétamines et autres excitants...

La salle se remplit tout d'un coup. Paulo de Belleville est arrivé avec un gros sac et Machin de la côte-sud avec ses copains et ses lunettes fumées. Les filles sont un peu plus nombreuses... (il est 16h38, je pars boire une bière)

Quand je reviens, on parle de

70000 morts d'alcool (accidents de la route compris...) et de 117 morts en 79 de drogues dures, du mec qui se fait prendre deux fois de suite avec trois grammes d'herbes et qui risque à tous les coups cinq ans de prison. **Jean Pierre Gene de Libération** remémore le rapport Madame «Droque-Pelletier»

«C'est parceque cela ne «se fait plus chez les adultes», qu'il est donc bon de réprimer LA DROGUE chez les jeunes.

Un autre juriste parle de la loi de décembre 70 qui étend le contrôle social à tout présumé délinquant, à toute une catégorie de personnes qui jusque là n'était pas «judicialisée» et insiste sur l'obligation dans le cas du cannabis de «Médicalisation».

Mimile de Montpellier intervient en demandant d'expliquer ce que les orateurs entendent par «drogue»... La parole est donnée à **Thierry Jeantet observateur du M.R.G** (ses cheveux ont poussé depuis que je l'avais vu au temps héroïque des élections européennes !) Trois raisons à sa présence :

«Il n'y a pas de démocraties sans débat; l'information est un moyen de lutter contre la répression; la drogue comme fait social doit-elle être insérée dans le débat politique ? Les causes de la drogue sont à étudier avant les effets. Le premier pourvoyeur de drogue en France c'est l'hémicycle politique... les gens qui s'emmerdent dans les ateliers sont les premiers à se droguer...»

Rire dans la salle. On lui offre un joint... Il répond qu'il ne fume que des blondes mais remercie «de geste»... il conclue en se prononçant pour la Régionalisation de la dépénalisation du Cannabis...

Gene de Libé lui répond en disant que les «politiques», on s'en fout et que pour l'instant c'est le débat qu'il faut porter et il prend comme exemple le problème de l'avortement...

Un médecin du PSU parle de la question-santé, la salle est maintenant bourrée et un petit malin qui a soif comme moi propose une interruption de séance afin de remettre les chaises en ordre...

Je gagne une partie gratuite au flipper du coin, et je reviens : **Jean Fabre** est au micro, le ton monte, je commence à taper cet article dans une autre salle mais les bruits circulent très bien à l'Agéca. C'est Libé qui gueule : C'est pas le moment de faire de la politique, l'important à l'heure actuelle, c'est de faire sortir les «mecs» de taule... et patati et patatras. Ça siffle, ça hurle dans le micro et en dehors du micro, **Hélène qui fait un papier sur la manif «immigrés» ronchonne**, sacré nom d'un usager de stupéfiant, qu'il fait soif ici... bref, je me paye une autre bière au distributeur du couloir, ça gueule de plus en plus, la salle est à son comble et les débats aussi. Au niveau des organisateurs dont je rappelle que la Gueule Ouverte fait partie, c'est sans aucun doute, du moins pour ce premier jour des Assises, une réussite... **Chapô Mandrin...**

L.L.G.

Investissez utile ! C'est la formule originale que nous vous proposons en devenant membres honoraires du CALUMED sous forme de cotisation annuelle (30F). En retour, CALUMED s'offrira la joie de vous expédier dans un délai d'un mois (on prévoit

un blocage du standart !) une carte d'adhésion au Comité. Allez, on est pas vache, on vous rajoute un badge.

Chèque à l'ordre de Marc Thivolle, 163 rue du Chevaleret 75013 Paris.

Je suis membre du CALUMED

Comité d'Action pour la Légalisation de l'Usage de la Marijuana Et ses Dérivés

Nom :

Adresse :



COMMENT, ET AVEC QUI ?

Dix ans de lutte, dix ans d'espoir, de combats difficiles, d'alliances ponctuelles, furtives ou plus profondes, le mouvement antinucléaire a souvent fait parler de lui. Pris en compte dans toutes les données politiques, peut-il se permettre d'employer les mêmes méthodes et les mêmes argumentations ? Est-il toujours le même depuis Bugey en passant par Malville, Plogoff, puis La Hague ?

Les cartes se font et se défont, telle est la règle du jeu. Chaque lutte s'est toujours fait ainsi : les données une fois établies, l'ennemi enfin catalysé, en l'occurrence EDF, l'urgence a été la démonstration du caractère absurde et dangereux d'un tel projet. Inutile de préciser maintenant les différents moyens d'intervention de nos gouvernants afin d'imposer leur programme. Aujourd'hui, l'urgence est de discerner si le mouvement, si difficile par ailleurs à canaliser, ce qui est peut-être sa force, n'est pas également empoisonné par des attitudes voire des principes que les mœurs politiques nous ont données.

On s'appelle et on déjeune ensemble

Etre antinucléaire a toujours été le critère organisationnel du mouvement. Pendant longtemps, les différentes composantes écologiques se sont définies par ce simple mot. Elles ont été porteuses de la lutte et leurs méthodes se sont ac-

compagnées du poids de leurs argumentations. Celles-ci ont été fondées sur deux grands thèmes : la peur et la réponse scientifique.

Nul ne peut ignorer l'importance de la théorie face à la pratique et si nous avons empoisonné EDF, notamment grâce à l'intervention des scientifiques militants du GSIEN, on ne peut nier que le mouvement n'a jamais obtenu une victoire. L'urgence a été de répondre à l'argumentation des ministères en argumentant point par point face à la série de démarches que eux nous ont imposées. Et si la pratique du mot d'ordre, nucléaire = danger, a effectivement amené une certaine prise de conscience parmi la population, on ne peut nier que la stratégie du coup par coup n'a pas eu l'effet de mobilisation escompté. Alors il a fallu examiner les forces en présence. Les interventions de plus en plus précises dans le champ syndical et politique n'ont pas suffi à provoquer un sursaut nécessaire pour des victoires. Les « politiques » rentrant dans la lutte, il a fallu négocier : dure pratique pour des militants dits aполи-

LA HAGUE L'ACCIDENT

On a frolé l'accident majeur à La Hague » : c'est le titre d'une brochure spéciale que vient d'éditer le CRILAN de Flamanville. Elle décrit les causes de la fameuse panne du 15 avril et en tire les conséquences immédiates.

C'est un document extrêmement détaillé qui précise le fameux Plan Particulier d'Intervention (PPI) rendu public à la fin de l'année 1979 (GO n°309 et 311).

Le PCPI vaut son pesant d'or : jugez plutôt...

« Le PPI ne voit pas l'évacuation des populations que sur deux kilomètres autour du site (moins de 400 habitants si l'on excepte la population du centre lui-même) et la confinement que sur 5 kilomètres (3000 habitants, le PPI ne se contredit-il pas lui-même lors-

qu'on prévoit de prévenir Jersey, île anglo-normande à quelques dizaines de kilomètres ?). Les informations et les prévisions officielles, vues bien évidemment d'une manière abstraite nous laissent sceptiques quant à l'application des mesures. Heureusement que les seuls moyens importants mis en œuvre sont effectivement les moyens militaires.

Rassurons-nous, braves gens, les missions de la Troisième Région Militaire de Rennes (à 200 kilomètres), de la Deuxième Région Militaire de Villacoublay, et de la gendarmerie sont parfaitement au point. L'ordre public, en cas d'incidents absolument imprévisibles, impossibles par ailleurs, sera maintenu.

Vous pouvez vous procurer cette brochure au CRILAN Flamanville, 50 340 Les Pieux.

tiques (appellation non contrôlée) et disons tout de suite, la principale difficulté a été que chacun a voulu être propriétaire de la lutte.

De l'attitude maximaliste

Les antinucléaires se sont toujours déterminés par l'attitude du refus pur et simple de l'atome. Pour cela, les démonstrations ne manquent pas : réflexions sur les choix énergétiques, projets alternatifs... Bientôt, nous serons devenus capables de gérer notre propre système. Seuls quelques mouvements ont pris en compte les données politiques du problème ce qui a vite entraîné des signatures de protocole d'accord dans de nouvelles directions de lutte (Amis de la Terre et CFDT par exemple).

Des pratiques de négociations, de luttes en commun ont amené assez rapidement une cassure entre les tenants maximalistes et ceux qui ont pris en compte le simple fait que le pouvoir lui aussi s'est adapté aux forces qui s'y opposaient. L'exemple le plus flagrant a été la pétition nationale énergie qui a rompu définitivement avec la position du « contre tout le nucléaire » pour amener la nuance du « contre le tout-nucléaire ».

L'unité quelquefois fragile entre organisations politiques et mouvements sociaux que la pétition a favorisée n'est pas encore porteuse d'une mobilisation conséquente. Il faut dire que les interventions multiples sur le champ constitutionnel et les combats de position entre ces différentes forces ne sont pas neutres là-dedans. Mais ne faut-il pas prendre en compte les structures collectives de lutte qui en ont résulté ?

En bref : on a appris à se connaître, maintenant, agissons.

Si La Hague m'était contée

Quelles sont les forces en présence à La Hague ? A l'intérieur du centre, la CFDT lutte pour des revendications sur des conditions de travail et de sécurité d'abord, et contre les finalités de l'usine ensuite. Dehors, des mouvements antinucléaires aussi épars qu'importants. Ceux-ci sont présents sur le terrain mais avec des pratiques qui ne sont pas semblables. Le CRILAN pratique le dialogue et les actions communes, le CCPAH a quelquefois seul le discours et la « vérité » de la lutte. Ce dernier a peut-être raison mais il doit prendre ses responsabilités dans l'organisation de la stratégie qu'il met en place pour le rassemblement du 28 juin.

Nul ne peut nier l'apparition dans le mouvement de forces politiques à idéologies et tactiques précises. Malville le rappelle encore. Ces forces existent et de plus mènent un combat important contre les choix politiques de notre régime. Le débat entre nous peut et doit avoir lieu. Il faut donc déterminer la stratégie à employer et les formes d'organisation à y adapter.

La question est simple : Comment et avec qui allons-nous à La Hague ?

Denis Dangaix

La Gueule Ouverte du 14 mai 1980.

DE PLOGOFF A CHOOZ

« Des manifestants anti-nucléaires ont jeté dans la Meuse le 6 mai au soir, jour d'ouverture d'utilité publique, le dossier concernant l'implantation de quatre nouvelles tranches de 1300 MW » Les Ardennes auraient-ils les yeux braqués sur la Bretagne et donneraient-ils le feu vert à une « grande messe » dans la petite commune de Chooz ?

Depuis 1967 existe dans le village de la pointe de Givet à la frontière belge une petite centrale de 270 Mgw. Présentée par nos chers experts comme un véritable modèle du genre, elle, comme tant d'autres, connue une cascade d'incidents. Du réacteur noyé au rejet d'effluents radioactifs dans la Meuse, de fuites dans les circuits primaires et secondaires en novembre, décembre 1979 et janvier 1980, les autorités continuent à minimiser les risques potentiels de cette installation. L'argumentation en est simple : Le nucléaire est un bijou de précision, l'électricité

est indispensable, la morale de cette histoire veut l'implantation de quatre tranches de 1 500 Mgw.

13 ans de fonctionnement y compris les multiples pannes n'ont pas suffi à démontrer le caractère absurde d'une telle décision. 5200MW qui détruiront la majeure partie du territoire communale ne sont pas fait pour rassurer la population environnante. Dans le département des Ardennes qui se dépeuple et où les usines ferment les unes après les autres, à quoi pourrait servir une centrale nucléaire 17 fois plus puissante que la centrale actuelle ?

La population dans sa majorité évoque un certain nombre d'arguments : Outre le bouleversement profond du site, la centrale ainsi que les accès, routes et voies ferrées risquent de rendre stérile les terres agricoles et de contribuer à l'augmentation des prix. La construction de cet énorme complexe peut entraîner de lourdes conséquences dans les environs : destruction de la forêt par les couloirs de ligne THT, ouvertures de carrières, barrage de la Houille... Enfin le nucléaire n'est pas une solution pour les problèmes de l'emploi.

Déjà le 25 mars 80 une manifestation a empêché une délégation technique de l'EDF, de l'Équipement et de l'industrie d'accéder à la mairie et au site de la future centrale. Les antinucléaires du coin, avec l'appui de groupes Belges, n'ont pas l'intention de rester passifs. L'enquête va durer quarante jours, du 6 mai au 17 juin. Ils préparent donc un certain nombre de manifestations allant de la pétition simple aux démonstrations de caractères plus offensifs. Le maire de Chooz, pronucléaire bien connu et le conseiller général favorable à l'atome n'ont qu'à bien se tenir : la Bretagne donne des idées dans la façon de répondre à la parodie de démocratie et la « grande messe de Cinq heures » de Plogoff se reproduira, peut-être, à Chooz.

Chez Comité de Chooz
Montbillard, rue Paul Emile Janson

Chooz : 08 600 Givet

Denis Dangaix

PENTECÔTE BRETONNE

Les 24 et 25 mai, la Bretagne sera au centre de l'actualité. Après la démonstration éclatante du peu de considération que nos gouvernants ont de l'avis de toute une population, l'ensemble des comités Plogoff appelle à un grand rassemblement sur le site de la « non future » centrale, près de la baie des Trépassés.

Deux jours de débats, de rencontres et de manifestations culturelles qui se termineront par la liaison avec la lutte du Larzac attireront sans aucun doute un « monde fou » solidaire du combat mené.

La G.O., fidèle à sa tradition, ne sera pas absente de ce rassemblement. Dès maintenant, elle se charge de centraliser les informations concernant les modalités pratiques de ce week-end. La G.O. demande à l'ensemble des comités de faire savoir le plus vite possible les différentes initiatives prises en fonction de ces deux jours.

C'est ainsi que le comité Plogoff de Paris organise un départ de cars le vendredi soir (23 mai), le retour aura lieu le lundi dans l'après midi. (Se munir de sacs de couchage et de tentes). Les billets sont en vente à :

La Mission Bretonne 22 rue Delambre 75014. OCL 33 rue des Vignolles 75020. AT Paris, 3 rue de la Bûcherie 75005. Comités Larzac 14 rue de Nanteuil 75013. Et à la GO...

Envoyer vos informations à Denis Dangaix, La GO, 163 rue du Chevaleret 75013.



Une nouvelle reine est née,
de nouveaux squatts
sont appelés à régner....

AIL SQUATT

La pénurie de logements au centre des villes (notamment à Amsterdam, Rotterdam et La Haye) a entraîné le décollage du prix des loyers, ce qui a provoqué la spéculation dont la conséquence est l'émigration des bas revenus du centre vers la périphérie des villes.

Issus du mouvement « Provo », il y a dix ans, les squatteurs font de plus en plus parler d'eux. Dans les années 1972-73, de nombreuses habitations du vieux quartier d'Amsterdam, Neumeermarkt, ont été squattées pour empêcher la mise en place du métro d'Amsterdam (du fait de la nature sableuse du terrain, le chantier doit se faire en tranchée à ciel ouvert, d'où la nécessité de détruire toutes les constructions de surface sur le passage des lignes).

Pourtant les Krakkers, à l'inverse des provos de 1966, idéologues de l'imagination au pouvoir, ne rêvent pas, ils agissent. Quand un groupe décide d'une occupation, ils peuvent en cinq minutes, si la police au courant s'oppose au projet, faire circuler sur un réseau téléphonique très au point, un appel au secours qui rameutera des milliers de personnes.

Waterlooplein, place où se trouvait l'ancien marché aux puces, devait être leur « Châtelet-les-Halles », centre de la toile d'araignée tissée par les projets de lignes de métro. Le terrain en est actuellement occupé par les tentes des squatteurs qui font pousser des tulipes sur la place.

Aux squatts de Neumeermarkt sont venus s'ajouter ceux des autres quartiers. Une usine à Keyseracht, le long d'un canal, Grotte Keyser, a été squattée au début de l'année et tient lieu de studio d'émission pour une radio libre : Radiokeyser.



Déjà en 1976 son mariage avec l'ancien officier de la Wehrmacht Klaus von Amsberg fut contesté par l'opinion publique hollandaise. Pendant la cérémonie, des incidents très violents opposèrent les provos aux forces de l'ordre. Les anciens résistants sur le passage du cortège par protestation firent le salut nazi et les officiels durent traverser Amsterdam pleurant sous les bombes lacrymogènes.

Ce mercredi 30 avril, « remake ». En effet, en pleine pénurie du logement, la personne la mieux logée d'Amsterdam (Beatrix acquiesça 8ème résidence à l'issue de son intronisation) est la reine. Les provos d'hier ne sont plus là. Et ils sont jeunes, 20 à 25 ans, ceux qui se sont affrontés à la police (pas trop musclée, il est vrai) d'Amsterdam.

Déjà en février et mars de cette année, 45 nouveaux immeubles d'Amsterdam avaient été squattés. Cette série d'occupations s'était soldée par une grande manifestation avec en prime six heures non-stop de barricades et d'affrontements avec les flics dans Vonderstraat. Le détonateur fut l'incarcération d'une Hollandaise, coupable d'avoir peinturluré un commissariat. Après la réoccupation d'un squatt par les flics, le maire d'Amsterdam, M. Pollak, légitime le squatt en le vendant aux manifestants, mais fit raser les barricades par les chars.

Il faut savoir qu'en Hollande, occuper une maison n'est pas un délit pénal. La tactique des squatteurs étant d'investir les lieux et de conserver l'anonymat. Les propriétaires ont ainsi beaucoup de problèmes pour porter l'affaire devant une juridiction civile.

Ce 30 avril, de 8 heures du matin à 20 heures, 10.000 policiers sont mobilisés et bouclent la place du Dam, ne laissant pénétrer que les personnes accréditées. La vague de violence a commencé à déferler vers 15 heures. Elle s'étend peu après dans d'autres quartiers de la ville. Après deux heures d'accalmie, les affrontements redoublent d'intensité et les forces de police, n'utilisant que du matériel défensif, sont souvent débordées. D'autant plus que Radio Keiser, relayée par des émetteurs rend les manifestants très mobiles. En Hollande aussi on se souvient du rôle de Radio Alice pendant les manifestations à Bologne.

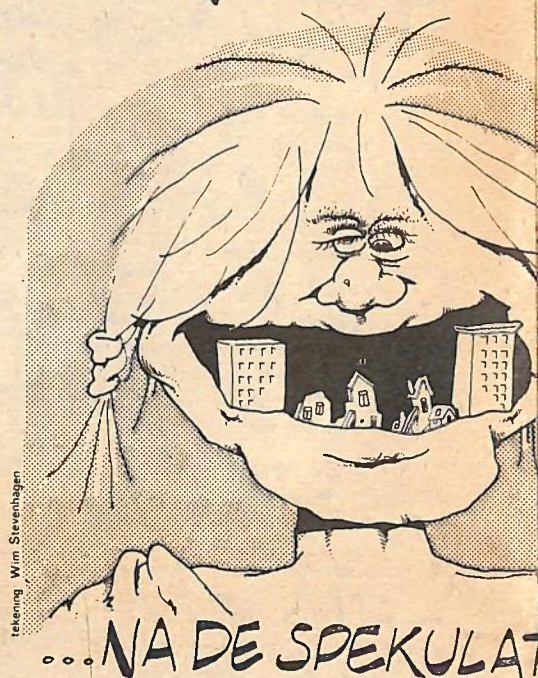
A 17h30, le Palais Royal a l'air d'un château-fort assiégé. On commence à assister à une chasse aux manifestants par des flics secondés de civils pourtant brassard au bras. Deux feux d'artifice se font concurrence. L'un très officiel avec les invités de Beatrix, l'autre très original avec cocktails molotovs et lacrymogènes. C'est la guéguerre contre les flics. On n'en connaît plus exactement les raisons.

Les Krakkers ont fait savoir qu'ils n'ont pas participé aux émeutes. La Mairie le reconnaît et la population malgré la violence des affrontements, ne semble pas leur en tenir rigueur.

Le lendemain, Amsterdam recensait plus de deux cents blessés dont une centaine de flics, une quarantaine de personnes arrêtées, des dizaines de vitrines fracassées, des restes de barricades, plusieurs millions de dégâts.

Une ex-reine, une nouvelle reine, et une dizaine de nouveaux squatts.

DE
AMSTERDAMS
MAAGD...



(1) « Dans le port d'Amsterdam, y'a de qui squattent, et qui resquattent, resquattent encore... »
(traduction G.O.)



La Gueule Ouverte du 14 mai 1980.

NSI TENT~ILS



Amsterdam au mois de novembre 1978, un grand nombre de personnes squattait neuf bâtiments, appartenant tous à la grosse société industrielle et commerciale néerlandaise OGEM (22 500 employés). Ces bâtiments, dos à dos, donnent sur deux des principaux canaux de la capitale (Keisersgracht 242-252 et Prinsengracht 353-359). Ces maisons sont plus connues sous le nom de «groote keijzer» (le grand empereur). Jusqu'au début de 1978 elles servaient de siège social à l'une des principales filiales de OGEM, mais sont inoccupées depuis.

LES spéculateurs immobiliers se montrèrent très intéressés par ces magnifiques bâtiments historiques. Une promesse de vente fut signée en faveur de l'un des plus connus de ces spéculateurs : Willy Léon. La société tenta de multiples façons de vider les squatteurs. Tout d'abord elle envoya des gros bras (le genre de mecs qui pour leur paiement défoncent la gueule des expulsés), lança de multiples procès, essaya d'infiltrer des gens parmi les squatteurs, puis les calomnia à travers la presse.

Le premier procès, immédiatement après l'occupation, fut gagné facilement par les squatteurs. Pour le second, un « espion » communique de nombreux renseignements à la « société », tels que les noms et les habitudes des occupants. Malgré cela, ceux-ci eurent facilement gain de cause en première instance. L'OGEM fit appel devant la haute cour et gagna (26 octobre 1979). La cour rendit un arrêté d'expulsion des squatteurs.

Mais depuis le début, les occupants de la maison ne sont pas restés inactifs, les bâtiments ont été barricadés, une création de radio libre **Radio Keisser** a été mise en place. Un journal est édité plus ou moins régulièrement, un système d'alerte d'urgence a été mis sur pied et ses occupants ont montré la voie de la fermeté envers les autorités.

En conséquence, les squatteurs sont décidés à ne pas laisser tomber les bâtiments, mais au contraire de le conserver le plus longtemps possible pour lutter contre les spéculateurs et la désastreuse situation immobilière d'Amsterdam (55.000 personnes) sont à la recherche d'un logement pour une population totale de 700.000 habitants). Pour les jeunes, la situation est encore plus catastrophique que les statistiques le laissent apparaître car les plans d'urbanisation aux Pays-Bas ont toujours été faits uniquement pour des familles depuis la seconde guerre mondiale.

Le conseil municipal et le maire de la ville n'ont pas fait preuve de beaucoup d'activités ces temps-ci. Ils n'approuvent pas trop l'idée d'une expulsion par la force mais n'ont jamais fait d'effort pour combattre la spéculation de l'OGEM. Un mois et demi après le procès, les autorités municipales ont offert aux squatteurs des logements de substitution. Ceux-ci les refusèrent, car ces logements ne résolvant absolument pas les problèmes immobiliers et n'étant pas une arme contre la spéculation. Au contraire, cela risque de lui laisser le champ libre. Toutes ces promesses furent faites sous la menace d'expulsion lancée par ce même conseil.

Pur prouver leur colère, et pour montrer aux conseillers ce que peut être une expulsion faite par la police, les squatteurs se sont introduits dans l'Hôtel de Ville durant une réunion, et après avoir lu une proclamation, laissèrent quelques bombes fumigènes.

Pascal Thierry

Radio Paris 80
Community Action

Community Action

1977 : Christiania (DK)
1978 : La Rochelle (F)
1979 : Vienne (A)
1980 : Ruigoord (NL).

Une rencontre entre les mouvements alternatifs européens intéressés est organisée cet été, du 5 au 12 juillet à Ruigoord.

Des forums de discussions se tiendront sur les problèmes d'urbanisation, de vie en commun, de médecine parallèle, d'alternative à la psychiatrie, de bouffe bio, de défense libre, de théâtre... et sur tous autres problèmes intéressant plusieurs personnes.

Ruigoord est un petit village, quelques maisons autour d'une église au long passé historique : tout d'abord île, il se

Forum international

retrouve pris dans le principal polder d'Amsterdam. On se rappelle son existence il y a sept ans lorsque les autorités du port d'Amsterdam incluent le village dans un gigantesque plan de développement industriel, commencèrent à le démolir après en avoir expulsé les habitants. Un groupe d'artistes squattèrent les maisons vides, et développèrent un certain nombre d'activités culturelles, de nombreux festivals de musique et de théâtre se sont organisés.

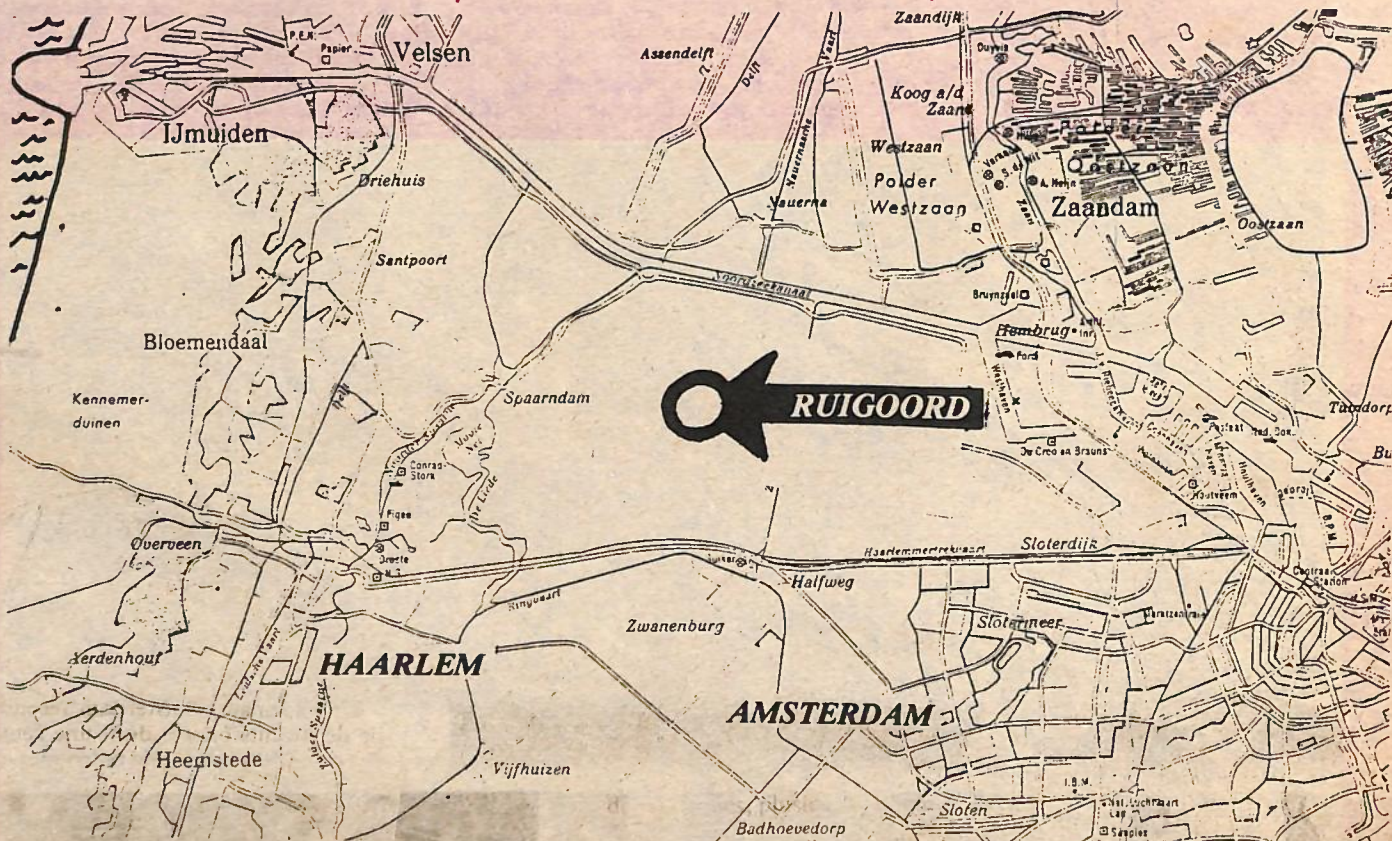
Pour plus de renseignements sur cette rencontre, contacter à Paris : Community Action in Europe, 163 rue du Chevaleret, 75013 Paris. Aux Pays-Bas : Annette de Boer, Café Roodmerk, 20 Bethanien Straat, Amsterdam.

Community Action

Vu le peu de maisons que comporte le village, cet été, les participants de la rencontre camperont. Amenez votre tente. Il sera possible de se baigner.

Une exposition sera organisée dans l'église du village sur l'urbanisation et les squatts d'Amsterdam. Cette même église servira aux assemblées générales. La bouffe sera préparée sur place de façon à ce que le prix en soit le plus bas possible. Une fête de bienvenue sera organisée le samedi 5 juillet au soir.

Pour se rendre à Ruigoord, prenez le bus d'Amsterdam (Marnixplein) à Halweg. Précisez au chauffeur que vous descendez à Ruigoord.



AINSI SQUATTENT-ILS

Déjà en 1976 son mariage avec l'ancien officier de la Wehrmacht Klaus von Amsberg fut contesté par l'opinion publique hollandaise. Pendant la cérémonie, des incidents très violents opposèrent les provos aux forces de l'ordre. Les anciens résistants sur le passage du cortège par protestation firent le salut nazi et les officiels durent traverser Amsterdam pleurant sous les bombes lacrymogènes.

Ce mercredi 30 avril, « remake ». En effet, en pleine pénurie du logement, la personne la mieux logée d'Amsterdam (Beatrix a acquis sa 8ème résidence à l'issue de son intronisation) est la reine. Les provos hier ne sont plus là. Et ils sont jeunes, 20 à 25 ans, ceux qui se sont affrontés à la police (pas trop musclée, il est vrai) d'Amsterdam.

Déjà en février et mars de cette année, 45 nouveaux immeubles d'Amsterdam avaient été squattés. Cette série d'occupations s'était soldée par une grande manifestation avec en prime six heures non-stop de barricades et d'affrontements avec les flics dans l'onderstraat. Le détonateur fut l'incarcération d'une Hollandaise, coupable d'avoir émeuturé un commissariat. Après la réoccupation d'un squatt par les flics, le maire d'Amsterdam, M. Pollak, légitime le squatt en le vendant aux manifestants, mais fit passer les barricades par les chars.

Il faut savoir qu'en Hollande, occuper une maison n'est pas un délit pénal. La tactique des squatteurs étant d'investir les lieux et de conserver l'anonymat. Les propriétaires ont ainsi beaucoup de problèmes pour porter l'affaire devant une juridiction civile.

Ce 30 avril, de 8 heures du matin à 20 heures, 10.000 policiers sont mobilisés et couvrent la place du Dam, ne laissant pénétrer que les personnes accréditées. La vague de violence a commencé à déferler vers 15 heures. Elle s'étend peu après dans les autres quartiers de la ville. Après deux heures d'accalmie, les affrontements redoublent d'intensité et les forces de police, n'utilisant que du matériel défensif, sont souvent débordées. D'autant plus que Radio Keiser, relayée par des émetteurs rend les manifestants très mobiles. En Hollande aussi on se souvient du rôle de Radio Alice pendant les manifestations à Bologne.

A 17h30, le Palais Royal a l'air d'un château-fort assiégé. On commence à assister à une chasse aux manifestants par des flics secondés de civils pourtant brassard au bras. Deux feux d'artifice se font concurrence. L'un très officiel avec les invités de Beatrix, l'autre très original avec cocktails molotovs et lacrymogènes. C'est la guéguerre contre les flics. On n'en connaît plus exactement les raisons.

Les Krackers ont fait savoir qu'ils n'ont pas participé aux émeutes. La Mairie le reconnaît et la population malgré la violence des affrontements, ne semble pas leur en tenir rigueur.

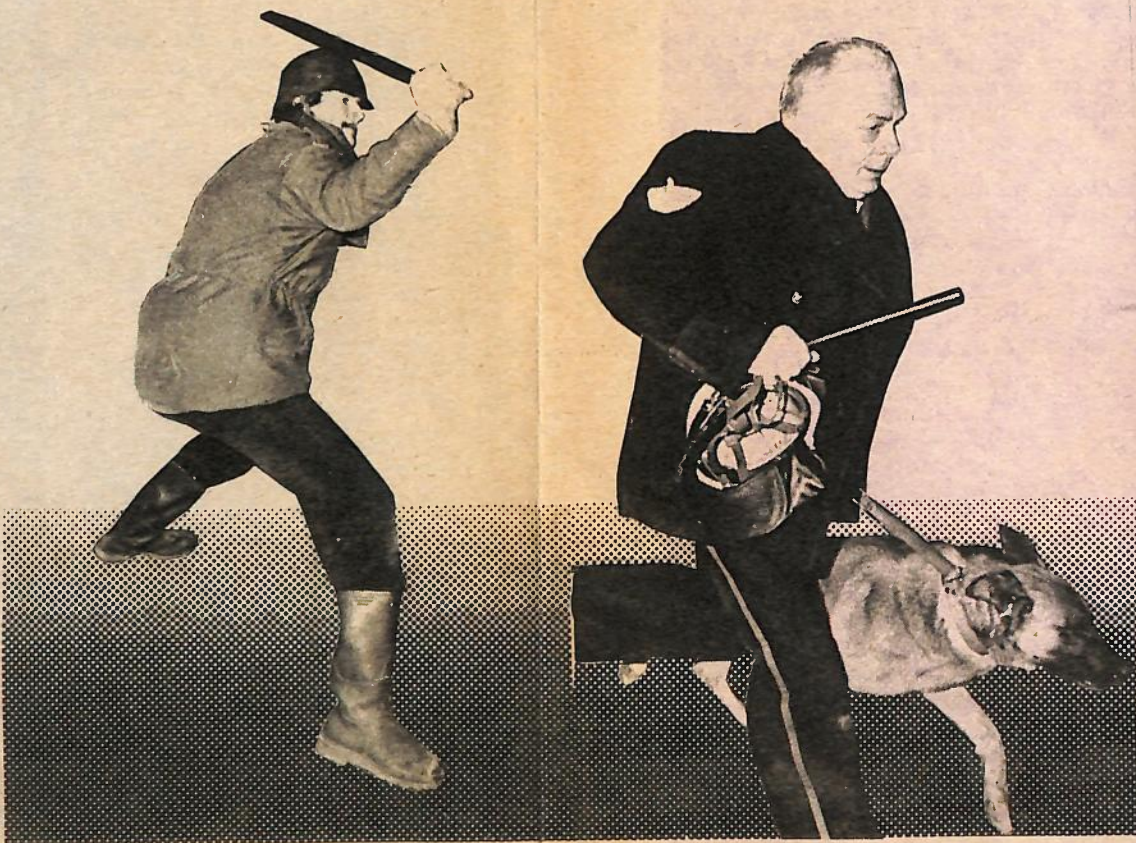
Le lendemain, Amsterdam recensait plus de deux cents blessés dont une centaine de flics, une quarantaine de personnes arrêtées, des dizaines de vitrines fracassées, des restes de barricades, plusieurs millions de dégâts.

Une ex-reine, une nouvelle reine, et une dizaine de nouveaux squatts.

DE
AMSTERDAMSE
MAAGD...



(1) « Dans le port d'Amsterdam, y'a des marins qui squattent, et qui resquattent, et qui resquattent encore... »
(traduction G.O.)



La Gueule Ouverte du 14 mai 1980.

Amsterdam au mois de novembre 1978, un grand nombre de personnes squattait neuf bâtiments, appartenant tous à la grosse société industrielle et commerciale néerlandaise OGEM (22 500 employés). Ces bâtiments, dos à dos, donnent sur deux des principaux canaux de la capitale (Keisersgracht 242-252 et Prinsengracht 353-359). Ces maisons sont plus connues sous le nom de « groote keijzer » (le grand empereur). Jusqu'au début de 1978 elles servaient de siège social à l'une des principales filiales de OGEM, mais sont inoccupées depuis.

LES spéculateurs immobiliers se montrent très intéressés par ces magnifiques bâtiments historiques. Une promesse de vente fut signée en faveur de l'un des plus connus de ces spéculateurs : Willy Léon. La société tenta de multiples façons de vider les squatteurs. Tout d'abord elle envoya des gros bras (le genre de mecs qui pour leur paiement défoncent la gueule des expulsés), lança de multiples procès, essaya d'infiltrer des gens parmi les squatteurs, puis les calomnia à travers la presse.

Le premier procès, immédiatement après l'occupation, fut gagné facilement par les squatteurs. Pour le second, un « espion » communique de nombreux renseignements à la « société », tels que les noms et les habitudes des occupants. Malgré cela, ceux-ci eurent facilement gain de cause en première instance. L'OGEM fit appel devant la haute cour et gagna (26 octobre 1979). La cour rendit un arrêté d'expulsion des squatteurs.

Community Action

1977 : Christiania (DK)
1978 : La Rochelle (F)
1979 : Vienne (A)
1980 : Ruigoord (NL).

Une rencontre entre les mouvements alternatifs européens intéressés est organisée cet été, du 5 au 12 juillet à Ruigoord.

Des forums de discussions se tiendront sur les problèmes d'urbanisation, de vie en commun, de médecine parallèle, d'alternative à la psychiatrie, de bouffe bio, de défense libre, de théâtre... et sur tous autres problèmes intéressant plusieurs personnes.

Ruigoord est un petit village, quelques maisons autour d'une église au long passé historique : tout d'abord île, il se



Community Action Community Action Community Action

La Gueule Ouverte du 14 mai 1980.



L'Agence Femmes Information, une permanence de renseignements téléphoniques, un centre de documentation, une agence de presse... Une vingtaine de femmes, dont des professionnelles de l'information, et quelques hommes, lancés dans une aventure dont l'enjeu, particulièrement pour nous féministes qui travaillons dans la presse, est loin d'être sans importance...

Que faire pour que les paroles de femmes qui ont surgi, à travers tous les combats de ces dernières années, ne s'envolent pas en fumée, une fois la mode passée, et le choc digéré par les médias... Depuis deux ans l'AFI tente d'ébaucher des réponses à cette question, et, à sa manière, pragmatique, commence à mettre en place, très précisément et très efficacement, des structures qui permettent de faire le lien entre la réalité sociale, politique et quotidienne des femmes et la répercussion de toutes ces informations dans les médias.

«Aller chercher l'information utile aux

femmes là où elle se trouve, la répertorier, la répercuter dans l'opinion : telle est la triple vocation de l'AFI», peut-on lire dans leur dépliant. J'avais vu en effet ce dépliant de présentation, très beau, très professionnel. J'avais été un peu intriguée, mais bien intéressée, parce qu'il avait assez peu à voir avec les mœurs et traditions du mouvement féministe, tel que je le connaissais. J'en avais rencontré quelques unes au moment de la grève des femmes du 7 mars dernier, et, à cette occasion, elle nous avait filé un très précieux coup de main, en diffusant l'information dans les médias de masse. Je voulais en savoir plus sur elles depuis quelques temps déjà. Une deuxième rencontre au cours d'une conversation animée à la terrasse ensolleillée d'un café a fait le reste. Et rendez-vous fut pris pour le lendemain, jour de leur permanence téléphonique.

Allo, l'AFI ?

J'arrive accueillie chaleureusement par quelques jeunes femmes en train de boire un café. Le téléphone n'arrête pas de travailler : des femmes de tous horizons, toutes sortes de questions... Du «S'il vous plaît, la manif pour l'avortement, c'est où, c'est quand et à quelle heure ? » à « Pouvez-vous me dire le nom du ministre du logement ? », en passant par celles qui veulent la liste des centres de consultation gynécologique, ou celle des groupes femmes de leur quartier, celles qui demandent une documentation sur la sexualité ou les discriminations sexistes dans le travail, celles qui ont des problèmes matériels urgents de divorce et de vie quotidienne et qui aimeraient des informations précises susceptibles de les aider à se tirer le mieux possible de leur situation... Des multitudes de questions, quelquefois déroutantes, mais à l'AFI on ne se démonte jamais. On se rôde, certes, mais en toute efficacité, et l'enthousiasme peut parfois des miracles...

Une femme téléphone : «Les horaires des crèches sont faits pour les employés de bureau et les fonctionnaires. Quand on est monteuse de cinéma, que faire ? Ne pas faire d'enfant ? Trop tard. Chercher une nourrice ? J'enrage, car j'ai une crèche à deux pas de chez moi».

AFI : «Etes-vous prête, si nous vous communiquons des noms d'autres femmes dans la même situation que vous, à entamer une action pour obtenir des horaires mieux adaptés ? Une fois les contacts établis, notre agence de presse répercutera dans l'opinion vos initiatives. C'est ce que nous appelons faire de «l'information en action».

Ce que l'AFI appelle «l'information en action», est probablement la spécificité proprement féministe de son travail : **que l'information devienne un moyen d'action directe sur la réalité**, qu'elle puisse éventuellement enclencher des luttes au plan local, qui soient aussi diffusées au plan national.

documentation à la carte

C'est le secteur le plus opérationnel de l'AFI pour le moment. Deux possibilités : pour consulter les dossiers, il faut prendre rendez-vous par téléphone au 236 36 33 ou au 233 43 71, ou bien écrire pour acheter les dossiers disponibles en écrivant à l'adresse suivante : 104 Bd Saint-Germain 75 006 Paris. Les dossiers de presse sont vendus 40F aux individus et 60F aux collectivités. D'ores et déjà vous pouvez vous procurer des dossiers sur les thèmes suivants : l'avortement, les femmes battues, les modes de gardes des enfants. Existe aussi une cassette sur l'avortement, confectionnée au moment de la marche du 6 octobre, avec des interviews et des documents sonores des manifs féministes. Ce que l'AFI propose sous la dénomination de «dossiers pièces à l'appui», est un peu plus ambitieux : outre le dossier de presse, elle propose une analyse de son cru, plus fouillée, moins «objective». Dans cette série, l'AFI propose un dossier déjà prêt, sur «les mères célibataires et leur situation juridique», et a en préparation : «le sexisme à l'école ou l'école aussi préfère les garçons» et «les femmes et la guerre». Si un sujet vous passionne particulièrement, vous pouvez commander des dossiers à la carte : l'AFI vous fournit un devis préalable en fonction du travail et de la recherche. Certains sont déjà constitués : «les femmes rurales», «la pornographie infantine», «le nom patronymique», «les femmes en Egypte», «les discriminations sexistes dans l'emploi», «la fatigue de la mère de famille». Les bibliographies sur les sujets les plus divers

vous coûteront environ 30F.

Quel est le public effectif de ce centre de doc ? Essentiellement des lycéennes, étudiantes et chercheuses, mais aussi les groupes féministes, les assistantes et travailleuses sociales, les journalistes et enfin les municipalités et centres socio-culturels. Il a aussi des demandes internationales : une femme leur a commandé de Copenhague un dossier sur la pornographie.

Un embryon qui a de l'avenir.

C'est très clairement leur but avoué et leur passion principale. Dès septembre prochain, elles ont l'intention de commencer à mettre progressivement en place les embryons de la chose. Laissons parler Claire : «Il faut que nous ayons le courage de démarrer des petites choses particulières, sous forme de communiqués ou de cassettes sans avoir la prétention de couvrir l'ensemble de l'actualité, mais en avançant progressivement certes mais sûrement». Elles veulent commencer par couvrir systématiquement l'actualité féministe par rapport aux médias, et la condition préalable pour ça est de continuer un travail en profondeur en direction de tous les groupes pour se faire connaître. Elles limitent tout-à-fait consciemment leurs ambitions de manière à limiter les risques en conséquence. Ce qu'elles veulent fondamentalement c'est «construire ensemble des passerelles qui permettent à l'information de circuler entre les femmes dans un perpétuel va-et-vient». La priorité est donc très simplement dans l'établissement de rapports directs avec les femmes et les groupes ; et dans ce sens les réponses au courrier passent avant tout le reste, ou presque.

Elles tablent aussi pour intéresser les journaux sur leur bonne infrastructure internationale.

De la mixité et du mixage

Avouer qu'il y a de quoi être un peu étonnée, quand on est une vieille féministe, habituée de longue date à la non-mixité dans ses pratiques politiques de groupe, qu'une structure collective qui tient à une image de marque féministe accepte des hommes.

Loin de moi (surtout depuis que je travaille à la G.O. !) tout sectarisme, mais j'avais bien envie de comprendre comment c'était possible. Quand nous abordons ce sujet délicat (vous savez toutes sûrement comme ces messieurs sont délicats !), Claire me répond avec un sourire amusé : «En fait le projet est né et s'est construit dans nos têtes de femmes, et ensuite des hommes s'y sont trouvés intéressés. Ce qui est intéressant c'est qu'il font l'apprentissage, difficile, de la minorité.» Effectivement ça peut être drôle et provoquer éventuellement des situations nouvelles et intéressantes ! L'impossibilité effective à prendre des responsabilités en a conduit quelques uns à s'éloigner du projet. Les décisions fondamentales concernant la politique du projet se prennent en effet au niveau du bureau, où comme par hasard on ne trouve que des femmes !

Nous nous sommes battues pendant des années pour les initiatives des femmes ne soient pas marginalisées au sein des structures mixtes, et voilà pour une fois, une structure où c'est la mixité qui est marginale... Une telle expérience ne peut nous laisser indifférentes... Qui vivra verra sans doute, en tous cas, l'AFI croître et prospérer, avec ou sans hommes, en fonction des besoins de la circulation et de la diffusion des informations entre les femmes.

Pour finir, je vous signale que l'AFI a pour l'instant environ 260 adhérents payants, et que pour continuer leur boulot, elles en ont besoin de bien d'autres...

Marie-Christine Gaffory



LET'S GO, BROTHERS!

Ce soir là Brice Lalonde allumait un transistor et des millions de Français assistaient à la naissance de Radio Verte. C'était parti. Des dizaines d'émetteurs libres apparaissaient dans toute la France. La modulation de Fréquence tout d'un coup prenait vie et se mettait à résonner d'une multitude de voix habituellement interdites. La parole se prenait et les gens pour une fois pouvaient entendre la leur dans ce territoire d'où elle avait été trop longtemps bannie. Le dialogue de l'immigré et de la féministe, du prisonnier et du chômeur, du syndicaliste et du loubard, du cadre communiste et du trotskiste, du militant et du baba-cool, de l'écologiste et du motard; tout ces discours transversaux s'expriment et ridiculisent le monopole. Surtout ils lui ôtent sa légitimité, se posent en alternatives locales à une centralisation étatique qui menace de plus en plus nos libertés. Un instant, face à la guérilla des ondes, l'Etat panique. 78 était porteur des plus beaux espoirs, mais Radio Fil Rose faisait campagne pour les candidats homosexuels à Paris mettait les Partis au pied du mur de leur démagogie. C'était intolérable, il fallait en finir.

Et c'est avec un consensus qu'il est de bon ton de ne pas évoquer et qui regroupe la bande des quatre sur toutes les questions vraiment importantes de la société française (le travail, la famille et la patrie) que le gouvernement fait passer la loi scélératesse de 79 réprimant les atteintes au monopole. C'est la douche froide. Les naïfs qui, un instant, ont cru enfin en finir avec cette hydre radiophonique que représente TDF, sont cruellement déçus. De plus la répression est réelle, ce qui étonne quelques démocrates attardés mais prouve qu'en France, depuis les sections spéciales on trouve toujours des magistrats prêts à s'avilir davantage. Quarante radios poursuivies, une peine de prison de trois mois ferme

En 1977, Radio Verte émettait de façon spectaculaire. Depuis la répression vis-à-vis des radios libres n'a fait que s'accroître. La Fédération Nationale des Radios-Libres appelle celles-ci à sortir de la clandestinité, afin qu'elles quittent leur inévitable

prononcée par défaut à Toulon, un juge d'instruction monomaniacal, monsieur Renaud Soubelet, qui fait du zèle à Reims et s'amuse à faire arrêter par les gendarmes, à 6 heures du matin les animateurs de Radio Manivelle.

Lendemain de Front populaire qui déchante, restructuration industrielle de la sidérurgie dans le nord, repli sectaire du PC; la CGT rentre dans la danse des radios libres à Longwy avec Lorraine Cœur d'Acier, son émetteur de 600 Watt et son studio de verre installé carrément dans le hall de l'hôtel de Ville. Radio de parti, radio de syndicat mais pas seulement, LCA c'est aussi la radio de toute la population de Longwy, une population qui défendra sa radio dans la rue quand le pouvoir voudra la fermer avec ses CRS ou ses émetteurs de brouillage. Et de fait nous apprendrons beaucoup de LCA qui a beaucoup appris de nous. Qu'une radio publique c'est possible quand on crée un rapport de force capable de la protéger.

Que faire une radio c'est aussi tenir compte de ce qu'attend l'auditeur, avoir une programmation multiple et variée, que comme pour un journal qui a besoin d'une maquette, une émission doit satisfaire à des impératifs de formes radiophoniques pour que les gens aient envie de l'écouter.

Que le téléphone est bien un outil privilégié pour établir un feed-back permanent avec ceux qui écoutent.

Nous qui tenons à la notion de radios à

bricolage — plus de radio-pirates mais des radios de citoyens —

On peut constater d'ailleurs que l'appel a été entendu, car partout se développent des espaces radiophoniques publics d'expression libre.

moyens pauvres, à la limitation de la puissance des émetteurs, au refus de la publicité autant que mode de financement; comme des garanties de notre volonté de créer des radios alternatives, c'est à dire de véritables instruments de communication et d'information à l'intérieur des mouvements sociaux. Nous découvrons que ce souci n'est pas obligatoirement antagoniste avec des radios lourdes, aux moyens relativement sophistiqués, utilisant des émetteurs suffisamment puissants pour se faire entendre dans des espaces importants, de l'ordre d'une grande ville.

Maintenant la bataille est de se faire entendre, de construire des radios crédibles, apparaissant publiquement. La fédération nationale des radios libres appelait de Reims les radios libres à sortir de la clandestinité. Il s'agissait aussi de rompre avec une certaine forme de radio tract, d'en finir avec la sempiternelle cassette du vendredi soir, de faire enfin et vraiment de la radio et quotidiennement. Plus de radios pirates mais des radios de citoyens, indépendantes des puissances d'argent comme des partis politiques, qui affirment leur droit constitutionnel de s'exprimer librement.

Depuis le 7 mars Radio Paris 80 émet quotidiennement de 18h à minuit du 163 rue du Chevaleret. Déjà 9 semaines d'émissions et un premier constat : «c'est possible» comme dit Marceau Pivert. Depuis des mois qu'elle dormait dans un placard et bien on

l'a ressorti cette radio bidon pour les jeunes chers à Giscard. Et en plus ils nous plagient. Radio Darboy en Lutte (RDL) c'était des ouvriers occupant leur usine depuis 4 mois qui font eux-même leur radio avec l'aide technique et matérielle de Radio Paris 80. A Montreuil les bureaucrates se retournent dans leur sommeil rien que d'y penser. Et depuis le début de la semaine le PC a sorti la grosse artillerie en Seine St Denis. C'est bizarre comme elle respire la spontanéité Radio vivre et travailler dans le 93. On se croirait dans le film «Cours après moi que je t'attrape».

Mais laissons les copains avec les coquins, ce qui est important c'est que depuis 2 mois à Paris, demain à Lille avec Radio Lille 80, à Lyon pendant ce week-end avec R Canud, R Léopard et R Pippelette qui ont animé Radio Lyon en direct des assises du mouvement écologique pendant 3 jours de midi à minuit, bientôt à Limoge, partout se développent des espaces radiophoniques publics d'expression libre.

Ce qui a été évident dès les premières radios-libres se confirme : seul un lien étroit avec les mouvements sociaux permet à ce mouvement social que sont les radios libres de s'affirmer, de se développer, et peut-être de gagner. Notre travail, c'est de montrer à ces mouvements qu'il existe un outil de lutte : des radios à visage découvert, financées par leurs auditeurs, en liaison constante avec toutes ces minorités qui finissent par former la majorité et dont la diversité est la garante de l'indépendance de ces radios.

C'est pourquoi nous étions à Lyon, c'est pourquoi nous irons à Plogoff.

Oui frères (et sœurs), il faut y aller. Le monopole n'existe plus à l'Est, trucidons le ailleurs.

Pour Radio Paris 80
Jean Di Sciullo

ROCK AGAINST POLICE

Samedi 19 avril 80, Paris XXème. Un terrain vague dans un quartier en démolition, quelques maisons squattées par des zonards, mais aussi par des vieux rue Saint-Blaise. Un millier de jeunes en permanence, et environ 3000 personnes seront passées par là, le temps d'un concert rock, précédé de films vidéo et super 8 sur la zone en banlieue.



Photo D.R.

pages résumant l'histoire politique quotidienne spécifique des jeunes immigrés, à travers l'expérience de ceux de Vitry et de Nanterre, mais aussi de Taleb Hadjaj, suicidé en QHS, sert de médiation politique. Des jeunes qui bossent en usine en demanderont 500 exemplaires d'un coup...

Parmi les spectateurs, les gens des groupes attendent leur tour : les Forbans, Jess, Scandale, Place des Fêtes. Ce dernier ne pourra finalement pas jouer. Les lascars viennent tous des cités, des LEP, de la rue. Ils sont enfants d'immigrés maghrébins, africains, antillais ou français, ils crachent leur

vécu social quotidien sur des rythmes «hard», hard comme le baston avec les flics, baston dont ni les kaders de Vitry et de Valenton, ni Yasid de Strasbourg, et bien d'autres ne sont revenus... Ils sont venus jouer gratis, et ils reviendront pour toute une série de concerts ROCK AGAINST POLI-

CE qui seront organisés en banlieue. Le prochain aura lieu le jeudi 15 mai à la cité Couzy-Balzac à Vitry, à 14 heures. (1).

Le concert n'est pas un but en soi, et il n'est pas question qu'on devienne un KCP alternatif, mais il est un des moyens de circulation privilégiée des jeunes d'une banlieue à l'autre. Or ces jeunes expriment, soit sous des formes organisées, visibles, soit de manière plus souterraine, une exigence sociale et culturelle qui tend à briser les entreprises de canalisation planifiées par l'Etat et les municipalités. Mais encore faudrait-il assurer la gestion de notre propre territoire par une connaissance plus approfondie des ficelles sociales de la vie dans les cités, en tentant de faire remonter à la surface les formes de résistance souterraines qui existent déjà, de la part des jeunes, mais aussi des familles.

Pour toutes participations à l'enquête sur les banlieues des grandes villes, s'adresser à Rock Against Police, c/o La Gueule Ouverte, 163 rue du Chevaleret 75013 Paris.

MOGNISS

(1) Pour Vitry, prendre les bus 182 ou 183 à la porte de Choisy.

Canardage à gogo

IRL et PAOLO GOEGAN, il y a quelques mois. **ROMPONS LES RANGS** tout récemment, **AVIS DE RECHERCHE, APL** et **DAMNED** aujourd'hui.

La **CENSURE** est revenu traîner ses souliers-à-clous sur le pallier de l'expression libre... De-ci elle gratouille sournoisement à la porte pour tester la riposte, de-là elle défonce carrément la porte et anthropométrise toute la gangrène qui s'y trouve... (**APL**). Il est grand temps de se remémorer «la censure» d'Henri Tachan, d'analyser les mécanismes et les pouvoirs exercés par le ministère de l'intérieur sur la presse et de faire quelque chose ? C'est vital pour la survie d'une presse plus que précaire.

DAMNED, l'interdiction aux mineurs.

«Commission de surveillance et protection de la jeunesse». Nous ne sommes pas au Chili où l'on autodafe à tour de bras tout ce qui a un rapport avec le diable rouge. Nous ne sommes pas en URSS où toute oeuvre dissidente et subversive est mise au frigo. Nous sommes dans une société libérale avancée. Une démocratie, à titre relatif pour ceux qui l'auraient oubliés. Ici, la censure est institutionnalisée en commission et logée dans un des nombreux compartiments du ministère de la justice, mais qui pour la circonstance s'occupe de l'intérieur. L'intérieur de l'individu, cela va de soit.

Cette commission qui se charge de surveiller tes idées et tes passions, tes cautions et tes utopies siège tous les deux mois et étudie les dossiers préparés préalablement par un rapporteur qui aura tranquillement étudié la revue chez lui. A noter que le ministère de l'intérieur peut fort bien interdire une publication sans même consulter la commission. Il est intéressant aussi de savoir que les membres de cette commission sont constitué bien entendu des personnes émanant du ministère, mais aussi de représentants de la presse **FILLIPACHI**, «**SALUT LES COPAINS**» entre autres et d'associations de jeunes telles que «**LES SCOUTS DE FRANCE**».

A leur palmares de l'interdiction il y a eu **Sexpol**, **Charlie A suivre**, **Pilote**, **Métal Hurlant**, **Fluide Glacial**, **Détective** et la mort de **Ah Nana**. Quand Enfonce-moi-là et Baden Powell jouent les hygiénistes de la conscience, qu'est-ce qu'il reste ?

L'interdiction de **DAMNED** (voir numéro 311) paraît tout aussi inexplicable et inaccep-

table que les interdictions et les contraintes précédentes sur la Grande presse. Pourquoi cet amalgame avec des revues telles que **SEXY WEEK END** et autres **EMOIS** ?

DAMNED n'a en rien un caractère phallocratique, porno-érotico stéréotypé et encore moins violent. **AU CONTRAIRE** ! C'est un journal d'expression libre avec une teinte politico-poétique, ouvert à tout le monde, qui draine un potentiel de lecteurs et lectrices libertaires (il a eu ses lettres de noblesse dans **LIBE**, **LA GO**, et le **CCPA**). Pourquoi aussi ce manque d'informations autour de cette interdiction ? Les animateurs de **DAMNED** ont su la nouvelle grâce à **YVES LE BONNIEC**, écrivain-journaliste sensibilisé au problème de la censure et de cette commission !

Pourquoi aussi ne pas divulguer les motivations ? Est-ce pour tester la riposte d'une presse parallèle vasouillardes ? Est-ce une erreur ? (Raison de plus pour dénoncer l'absurdité de cette commission imbécile).

Trop ! c'est trop ! Il est temps de dénoncer ces magouilles arbitraires. **DAMNED** aujourd'hui. Pourquoi pas ces confrères bientôt. Et puis **LA GUEULE OUVERTE** prochainement ?

La **GO** dans les semaines qui suivent se charge de vous informer plus précisément sur les mécanismes de la censure et de la presse, des interactions entre l'arbitraire et le politique. Problème épineux, difficile à débroussailler mais qui nous interpelle tous et toutes. Vous arrivez à imaginer des mouvements sociaux sans une presse et sans organe de liaison ?

A quand une extrême-gauche, une mouvance acéphale et sans mémoire ?

LEM

LONGWY

L'insurgé du Crassier n° 3-4.

Si tu en as ras le cul des crassiers qui bouffant ta vie, des flics et des technocrates qui ne gèrent que ta misère et tes emmerdes, soit tu te résignes en attendant le prochain annonceur des grands soirs bonux, soit tu chopes le coup de grisou qui fait boum dans ta tête.

Alors là, tu prends ta vie, tes émotions, tes rêves, tes utopies en main et ça s'appelle désobéissance civile tout azimuths, pieds de nez et coups de poing, **Radio Coeur d'Acier** ou encore **L'insurgé du Crassier**, le journal de l'**Uis-CFDT** de Longwy.

Ça se rebelle, ça discute, ça réfléchit, ça s'agite, ça cogne, ça remue et ça vit dans toutes les pages : dans ce dernier numéro, on y cause de l'arbitraire policier (avec en additif la liste exhaustive des bavures), de la santé, de la priorité d'un centre d'IVG, de **Plogoff**, de l'immigration, de l'armée, de la sidérurgie. Beaucoup de diversité et d'idées en pagaille.

Note de service :

L'insurgé du Crassier 9, rue du colonel Merlin, 54400 Longwy. 3F l'exemplaire. 50F l'abonnement.

LILLE

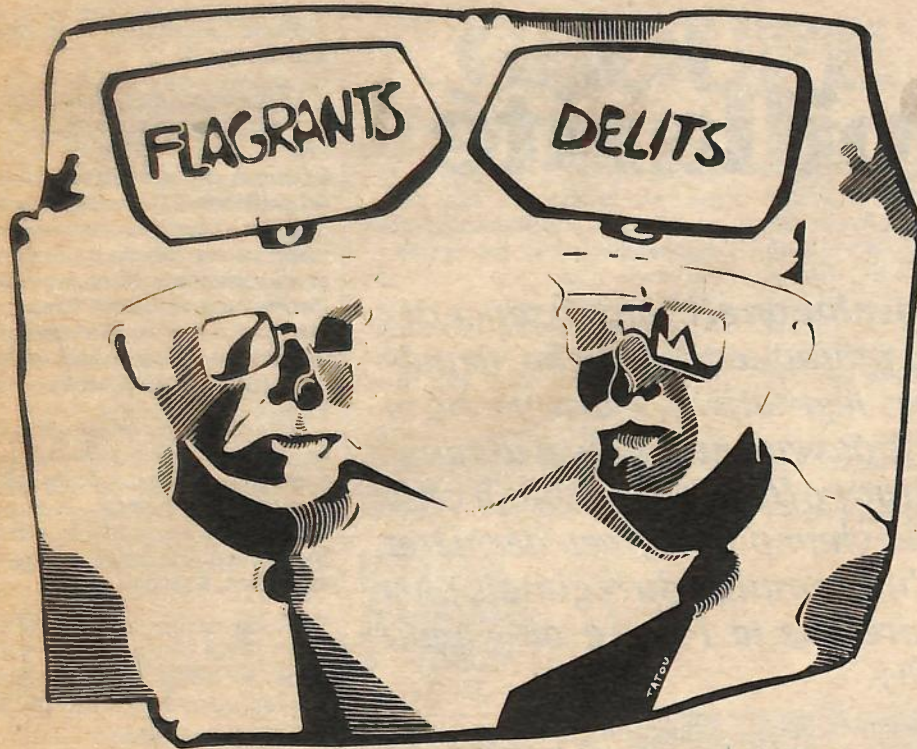
J'Ose n°6

Youpi ! Le canard régional des jeunes lillois, «**J'Ose**», nouveau et intéressant, repart du bon pied : celui qui sert à botter le train d'une éducation nationale bien morose, bien poussive et bien répressive. De la maternelle au LEP en passant par la famille et le lycée, c'est toute la vision style grande fresque de l'école-caserne.

J'Ose n'hésite pas non plus à débaucher dans ses pages la jeunesse désespérée à coups de poésie et de BD (au fait les dessineurs sont vivement sollicités) et de petites informations très utiles. Ah Lala, la jeunesse d'aujourd'hui...

J'Ose 51 rue de Gand-Lille, 4F l'ex.

LEM



Marijuana~ Marijuana~

16 heures 30, place St Michel, le 1er mai : trois policiers en civil braquent la foule alors que les CRS chargent. Scandale dans la presse, enquête de l'IGS, réactions des syndicats de police qui se préoccupent de l'apparition de telles méthodes. Sur un point au moins, et à la grande surprise des « organisateurs », cette manifestation improvisée pour la dépénalisation du cannabis ne sera pas passée inaperçue. La flicaille qui décidément ne se gêne plus, devrait nous éclairer sur la destination des quantités de drogues qu'elle saisit. Un mystère que nous tenterons d'éclaircir lors des Assises Nationales pour la dépénalisation du cannabis dont nous vous relaterons les principales interventions dans notre prochain numéro.

C'était mal barré ce premier mai pour montrer que les haschichins ne sont pas des êtres malsains, moroses, mélancoliques mais des gens souriants et ayant le sens de l'humour. On ne peut que regretter le manque de préparation d'une manif qui aurait pu poser les premiers jalons d'une succession d'initiatives de ce type. Il est vrai que les 300 CRS qui cernaient le quartier de la Place St Michel n'incitaient pas au sourire. A croire qu'un rassemblement pour la libération de la marijuana est générateur de psychose chez nos dirigeants.

Les deux cent inorganisés qui affluèrent dès quatorze heures Place St Michel à l'appel d'affichettes anonymes collées sur les murs de certaines stations de métro ne devaient jamais franchir le Pont St Michel. Une charge de CRS disloqua l'étrange cortège hétéroclite qui avait décidé de se rendre à Beaubourg. S'en était fini pour l'improvisation, pour les haschichins, place aux autonomes. Et chacun sait qu'il n'y a rien qui puisse autant radicaliser un autonome qu'un CRS. Alors 200 CRS !

Aux cris de « marijuana !

Marijuana !», «des shiloms, pas de canons !», l'autonomie «cannabique» qui avait appelé à un rassemblement au même endroit et sur le même thème, harcela les forces de l'ordre près de cinq heures durant sous le regard complice d'une foule goguenarde collant littéralement aux événements. Boulons et bouteilles se succédaient aux charges, tandis qu'en fin d'après midi, une quinzaine de vitrines déclaraient forfait au quartier Latin. Bilan de l'opération : sept flics amochés et dix neuf personnes interpellées et mises à la disposition de la police judiciaire.

Le premier mai à Montpellier ne fut pas triste. A l'appel du CALUMED local, une cinquantaine d'infâmes drogués se rendirent Place de la Comédie perturber la fanfare bolchévique en déployant une banderole pour la dépénalisation du cannabis. Quelques incidents opposèrent haschichins et les jeunesses communistes.

Mandrin

Les flags du 1er Mai :

Christian Lehouck, 18 ans, étudiant à la faculté de Jussieu : 15 jours fermes.

Dominique Ferret, 22 ans, animateur dans une école maternelle : 1 an de prison dont 4 mois avec sursis.

Carole Troulides, 18 ans, étudiante : 4 mois avec sursis.

Michaël Burgereit, 20 ans, touriste allemand : 15 jours fermes.

Patrick Garnier, 20 ans : 2 mois avec sursis.

Gérard Bendy : 4 mois de prison fermes.

Violence à agent

23 mars 1979, 1er mai 1979, F. Pain, 1er mai 1980, les prises d'otages se succèdent et se ressemblent. Ce premier mai, la police interpelle 64 personnes au cours des incidents qui ont eu lieu au quartier latin. Le lendemain, neuf d'entre elles passent devant «les flagrants délits». Deux sont relaxées cinq sont condamnées à des peines de prison avec sursis, Gérard Bendy, 26 ans prend 4 mois ferme pour violence à agent et dégradation d'un véhicule en stationnement. Quant à Dominique Ferret, 22 ans, il a droit à un an de prison dont quatre mois avec sursis pour violence à agent.

Dominique n'a vraiment pas de chance, trois CRS certifient l'avoir reconnu. Il fallait trouver un responsable, ils l'ont trouvé. Des preuves, des témoins ? Pas la peine puisque les CRS ont témoigné contre Dominique. Oui mais voilà, Dominique nie absolument tout. Si il était au quartier latin à cette heure là, c'est qu'après avoir manifesté avec la CGT il venait y récupérer sa voiture qu'il avait garé rue monsieur Le Prince. Vous en connaissez beaucoup des «casseurs» qui gare leur voiture à l'endroit même où ils font des barricades. Donc Dominique venait récupérer sa voiture et il tombe en plein western, des cow boys flics qui dégainnent n'importe quand, des petits groupes d'indiens qui courent dans tous les sens. On ne rate pas un spectacle pareil et que Dominique ait été acteur ou figurant n'est pas le problème. Huit mois ferme, le prix de la place est beaucoup trop cher, quant au pourboire, quatre mois avec sursis, c'est un véritable scandale.

Dominique Féret travaille à Chelles (banlieue est de Paris), il est animateur dans deux écoles maternelles. Heureusement pour lui, il a de très bons copains qui ont rapidement créé un comité de soutien dans lequel on retrouve son directeur de centre de loisirs, des membres de la ligue des droits de l'homme, du PSU, de la Gueule Ouverte, de la revue actes etc. Une pétition circule déjà dans la région pour demander sa libération. Le comité de soutien demande aussi qu'on lui envoie des témoignages sur ce qui s'est passé au quartier latin. Une permanence téléphonique existe, faites le 007 63 80.

Jean Luc Bennahmias

Manif story

Vendredi 9 mai, journée nationale des facultés en grève. C'est en tous les cas ce qui était prévu par la coordination nationale étudiante qui s'était réunie une semaine auparavant à Grenoble. Paris n'était pas au rendez-vous.

Faculté de Jussieu, 14 heures. A peine 500 étudiants sont réunis dans l'amphi 34. C'est peu, trop peu pour organiser une manifestation qui se voulait nationale. Les 200 à 300 étudiants montés à Paris de Caen, Grenoble et Rennes sont terriblement déçus, voire furieux. Les facultés parisiennes ne se sont absolument pas mobilisées.

Au même moment, l'association **Vincennes à Vincennes** manifeste près de la Sorbonne contre le démantèlement de la faculté. Ils sont quelques centaines et leur manifestation aurait fort bien pu passer complètement inaperçue si une centaine de policiers en képi ne les avait chargés assez brutalement. Riposte immédiate des étudiants et professeurs de Vincennes qui bloquent le carrefour St Michel, St Germain. Ils sont bientôt rejoints par quelques étudiants de Jussieu.

Le quartier Latin est complètement embouteillé, vu que quand les flics chargent, les manifestants reculent juste de 100 mètres et continuent à bloquer toute circulation. Vers 18 heures, un regroupement s'opère

devant Jussieu. Il doit bien y avoir à ce moment-là mille à quinze cents personnes. Trois bus de la RATP voient leurs pneus se dégonfler. Une mini-barricade faite de quelques chaises et rables est construite sur le carrefour. On commence à reconnaître parmi les manifestants quelques autonomes. A la satisfaction générale, les CRS interviennent enfin vers 21 heures. Tout étant prêt pour la réception, c'eût été dommage qu'ils ne viennent pas.

L'autopompe des CRS entre en action, réplique immédiate des manifestants avec les pompes incendies de la fac. Nos gendarmes font une petite charge pour dégager l'entrée de la faculté. Les grenades partent dans tous les sens mais du haut du toit une pluie d'ustensiles divers et variés leur tombe sur la tête. Repli stratégique des CRS, certains ont l'air d'avoir peur, d'autres au contraire ont l'air de bien s'amuser. Côté manifestants, c'est la même chose.

C'était l'histoire d'une des premières journées de beau temps sur Paris.

Jean-Luc Ben

Capillarité

La désorientation et l'impuissance des formations politiques de gauche, depuis les dernières législatives, l'incapacité et le refus du mouvement syndical d'adopter une attitude offensive devant la crise ont laissé le champ libre, ces dernières années, à l'instauration du régime le plus réactionnaire que la France ait connu depuis Vichy.

Cependant, sans vouloir jouer les prophètes ou les pythies, il semble qu'un certain nombre de segments de la réalité sociale commence à sortir peu à peu de leur torpeur et qu'apparaissent de nouvelles possibilités de résistance à l'escalade de la répression et du contrôle social, corrélatrice de la restructuration capitaliste (...)

Les références théoriques et organisationnelles sont toutes plus ou moins en ruine. Et c'est bien ainsi ! Au point où en sont les choses, mieux vaut repartir à zéro et sur des bases nouvelles. Est-ce à dire que nous devrions admettre comme un fait accompli que les luttes sociales soient condamnées à n'avoir plus d'autres référents que des réseaux capillaires et moléculaires d'individus et de petits groupes oeuvrant chacun pour leur propre compte, en fonction de leur sensibilité spécifique et de leur implantation locale ? (...)

A l'évidence, la définition d'objectifs régionaux, nationaux, voire même internationaux

s'imposera à l'avenir avec de plus en plus d'acuité. Mais cela implique l'émergence de formes nou-

Errare

A propos de l'article sur la synergetique paru dans le n°310.

... L'espace vide de matière est constitué d'ondes électromagnétiques de très hautes fréquences.

Une seule loi nouvelle est introduite par la théorie synergetique :

la loi de la matérialisation qui explique qu'il existe une limite supérieure du champ électrique.

Lorsque l'énergie résultante de l'interaction de plusieurs ondes électromagnétiques atteint cette valeur limite, l'énergie est piégée et il y a création d'une particule matérielle....

Répression Herzienne

Un nouveau pas dans la répression des radios libres vient d'être franchi. Mercredi 7/05/80 à 6 heures du matin, un animateur de Radio Clémentine a été arrêté à son domicile par la gendarmerie, pour être emmené à Reims, où il doit être entendu par le juge d'instruction Renaud Soublet, dans le cadre de l'affaire de Radio Manivelle. Déjà huit personnes sont inculpées et il ne fait aucun doute que cet animateur de Radio Clémentine sera le neuvième. A un an des élections présidentielles, cette arrestation marque peut-être le début d'une campagne de normalisation, visant à rayer les radios libres de l'espace hertzien. Plus que jamais la lutte pour la liberté d'expression continue.

Radio Clémentine
tous les lundi 20h entre 97 MHz et 102 MHz
dans la banlieue ouest de Paris.

...Dernière Minute... Dernière Minute...

Avis de Recherche

Tous premiers signataires de l'appel

- | | |
|--|---|
| — Rédaction de « Allons Enfants » | — Thierry Maleville (avocat) |
| — Réseau BEZO DU (Sarthe) | — Dominique Nocaudie |
| — Bernard Bolze | — May Picqueray |
| — Michel Coste (avocat) | — Myriam Picot (avocate) |
| — C.A.P.J. | — Jean-Pierre Romet |
| — Comité Anti-Nucléaire et Ecologique (Meulan) | — Christian Revon (avocat) |
| — Collectif Anti-TPFA (Lyon) | — Radio Lézard (Lyon) |
| — René Dumont | — Rédaction de Rompons les Rangs |
| — Mireille Debard | — Rédaction du Réfractaire |
| — Jocelyne Fuchs (avocate) | — Radio Canuts (Lyon) |
| — Rédaction du Frondeur | — Jean-Jacques Sarté (avocat) |
| — G.S.I. (Paris) | — Union Anarchiste |
| — Groupe Anti-Militariste (Mureaux) | — Jean Cardonnel |
| — Groupe Insoumission (Lyon) | — Claude Bourdet |
| — Rédaction de La Gueule Ouverte | — Renaud |
| — G.R.I.T. | — C.L.O. Paris |
| — Rédaction de « Informations Rassemblées à Lyon » | — Denis Langlois (avocat) |
| — Serge Livrozet | — C.O.T. — Albi |
| — Maxime Le Forestier | — Mandrin |
| — Jean Lapeyrie | — S.G.E.N. Académie de Créteil |
| — Rédaction du Libertaire | — Radio Paris 80 |
| — Théodore Monod | — Alain Krivine et J.L. Michel de la L.C.R. |

à suivre...
A vous de jouer....

« Avis de Recherche ne se soumettra pas ».

(photo Baumann)

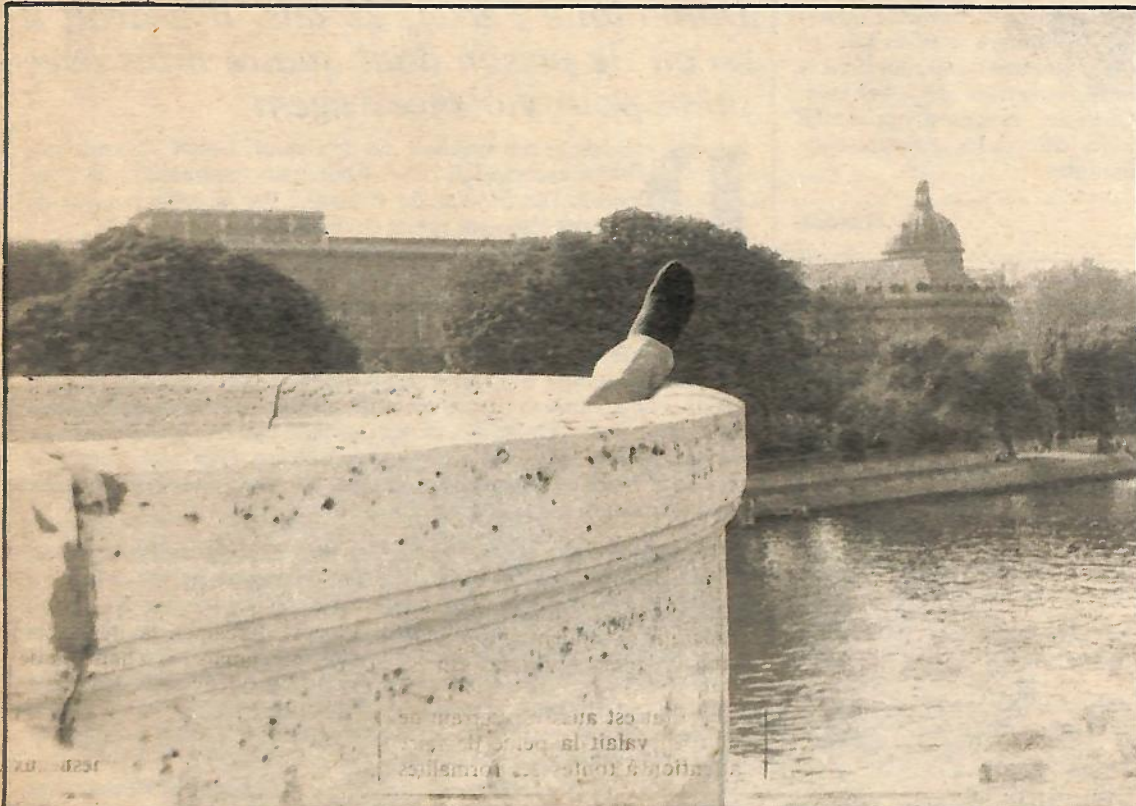




Photo Christian Weiss

Expulsions, fichages et répression des immigrés, Stoléru et Bonnet n'ont pas encore gagné. 15 000 personnes environ, immigrés et français marchaient ce samedi 10 mai de la République presque jusqu'à la Nation (les flics arrêtant la manif à la suite d'incidents mineurs). Après les luttes des Turcs et des nettoyeurs du métro, un nouveau coup d'envoi aux luttes immigrées ?



FLASH BACK

La Cour de Cassation vient d'annuler, le mercredi 7 avril, les ordonnances d'expropriations prises en 1979 par le juge de Rodez au Larzac. Motif : il manquait la signature du sous-préfet de Millau, qui selon la procédure officielle doit ainsi témoigner qu'il a étudié l'affaire sérieusement (il est censé mieux la connaître que son supérieur le préfet de Rodez). Second motif : certains propriétaires n'avaient pas été convoqués dans les formes requises (lettre recommandée avec accusé de réception) lors de l'enquête parcellaire de 1975.

C'est un coup dur pour l'armée française. Non seulement les mesures d'expropriation menées en 1979 et qui étaient presque achevées sont annulées, mais l'arrêté de cessibilité pris en septembre 1978 (autorisation légale de transfert de terres à l'armée) devient caduc lui aussi. Car le délai pendant lequel l'armée pouvait en réclamer le bénéfice et obtenir l'expropriation proprement dite est expiré. Il est même possible que l'enquête parcellaire de 1975 soit elle-même annulée comme irrégulière. La procédure doit repartir à zéro comme si rien ne s'était passé, il faut parcourir à nouveau, ce lourd parcours bureaucratique, en respectant les délais.

Au risque - c'est pire encore - que le décret d'utilité publique (DUP) pris en décembre 1972 à la sauvette, en plein agnelage, et qui avait donné le coup d'envoi, soit caduc à son tour. Car il n'était valable que pour cinq années, il a été prorogé une première fois en décembre 1977, et il est impossible de le proroger à nouveau au-delà d'octobre 1982.

Les brebis en bélent d'aise, les légionnaires en deviennent aussi pâles que leur képi, les camions militaires en ont coulé leurs bielles sur la route de Montredon...

Cessibilité, ordonnances, DUP accusés de réception, signature de sous-préfet, pourvoi... est-ce que tous les rouages paperassiers, toutes cette dérisoire bureaucratie se seraient avisés pour une fois de servir la bonne cause? Retenons d'abord que la machine d'Etat est aussi un terrain de lutte. Il valait la peine de faire attention à toutes ces formalités

fastidieuses, même si le monstre froid reste toujours le monstre froid.

Ce qui s'est sans doute passé, c'est que le pouvoir giscardien a voulu donner un signal : élections présidentielles, crise agricole, grincements dans le système de la Bande des Quatre... Vu les irrégularités flagrantes du dossier, la cassation était inévitable, mais elle pouvait trainer encore pendant des années, jusqu'à ce que les expropriations soient devenues effectives ; il aurait été alors beaucoup plus difficile de reprendre la lutte.

Ce Larzac est décidément trop coriace, et l'on a fait un geste discret.

Alors ? Va-t-on reprendre la «concertation comme en 1976, quitte à accepter une «mini-extension», un compromis «raisonnable» comme l'ont dit certains à Millau dès mercredi ? Va-t-on faire confiance à un «médiateur» nommé par Paris, dont on reparle par hasard ?

Ou va-t-on creuser l'écart, réaffirmer le refus pur et simple de toute extension du camp militaire ? Les paysans du Larzac se gardent de chanter victoire, car la cassation n'est qu'un épisode technique de la procédure. Mais c'est un acquis. Ils ont maintenant un nouveau délai de plusieurs années, pour se renforcer et rallier de nouveaux soutiens.

Au lendemain de la cassation, plus que jamais le rassemblement Plogoff-Larzac de la Pentecôte, plus que jamais les Chantiers de l'été 80 sur le plateau, Gardarem Lo Larzac !

Jean Chesneaux

SUR LE TERRAIN

Ces deux canards sont en train de se faire déplumer par la censure, soutenez-les !

APL : 26bis boulevard R. Schuman, 44300 Nantes (Abonnement 180F).

DAMNED : 4 rue de Capri, 75012 Paris (Abonnement 35F).



08 ARDENNES

CENTRALES TOUJOURS. Nous confirmons que l'enquête d'utilité publique en vue de l'implantation d'une seconde centrale nucléaire à Chooz (Ardennes) aura lieu du 6 mai au 17 juin à Chooz et dans les communes du canton de Givet. Pour contacts avec le Comité de défense de Chooz : Jackie Parent 36 r. P. Viénot - Chooz 08600 Givet.

12 AVEYRON

CUN DU LARZAC. Organisation des sessions du M.I.R. au Cun du Larzac aux dates suivantes : du 15 au 28 juin : détente et réconciliation en Europe (session financée par l'Office franco-allemand de la jeunesse : OFAJE). Analyse critique des différentes organisations européennes et internationales. Historique de la détenté en Europe. Situation respective réservée aux objecteurs et mise en place d'un service civil international dans le cadre de la défense populaire non-violente. Avec des objecteurs allemands. Du 24 au 30 août : les grandes religions et la non-violence. Etude critique de la pensée de René Girard : comment les grandes religions du monde traitent-elles le sacrifié ? Ont-elles un message spécifiquement

HEP!

CONTRATS - L'EN - A LA G.O. TEL: 586.09.14

L'ASSOCIATION ETHNOLOGIQUE DES DESSINATEURS HYPOCRITES DE LA G.O. (L'EN-BORDON) lance un appel au PEUPLE ENVIÉMENT DE FRANCE EN PARTICULIER A TOUTES LES DESSINATEURS, TRIGES, INDES, FOUS, CAMES, SHOOTÉS, MYSTIQUES, PINARDES, ÉPICURÉENS, JOUÏSEURS, SEVRES, ROCKERS, ENVIÉS, EXTRACTÉS DANS LE BUT DE FAIRE UN BEAU JOURNAL DE DÉSSINATEURS-TRIGES INDEMNÉS DE TOUTES LES FAUS MALADES, CONTRAIRE NOUS !



non-violent ? Comment d'une lecture non-sacrificielle peut-on déboucher sur une non-violence comme pratique politique ? Tout renseignement au Cun du Larzac, route de St Martin à Pierrefiche. 12100 Millau.

21 COTE D'OR

QUELLE EST LA PLACE DE L'ENFANT DANS LA VIE D'Aujourd'hui ? Exposition et débat animé par « l'Aventure au soleil », association d'animation permanente de quartiers pour les jeunes de Talant. Vendredi 23 mai à 20h30 au Centre d'animation autogestionnaire 12 rue Chaignot à Dijon (quartier Berbissey).

GARONNE

AGRICULTURE ET SANTÉ. Soirée d'information proposée par l'association toulousaine d'écologie. Lundi 19 mai, 22 allées de Barcelonne - à partir de 20h30. Que penser de l'alimentation moderne et de l'incidence des méthodes agricoles sur la qualité des aliments ? Peut-on concevoir une autre agriculture et des rapports producteurs - consommateurs différents ? A 21 heures, débat avec la participation de : Denis Lairon, chercheur en nutrition de l'I.N.S.E.R.M. (institut national de la santé et de la recherche médicale) - Max Crouau, agronome, conseiller en agroécologie, d'agriculteurs de la région et de consommateurs. - Stand librairie.

A.T.E. 3 rue Danion, 31400 Toulouse.

33 GIRONDE

LA PRISON DANS LA VILLE. Exposition réalisée par la CIMADE, service œcuménique d'entraide, et l'ARAJEJ, association réflexion action prison et justice. Présentée par A.C.A.T., Action des Chrétiens pour l'abolition de la torture, A.S.T.I., Association de Solidarité aux Travailleurs Immigrés, Equipe de prévention de l'incarcération sociale (C.A.L.K.), Foyer Fraternel de la rue Gouffran, Mouvement CHOISIR - La Cause des Femmes, Mouvement « Le Cri », Mouvement Jeunes Femmes, Service d'Entraide de l'Eglise Réformée de Bordeaux, Syndicat des Avocats de France, Syndicat CFDT du Personnel Social du Ministère de la Justice, Syndicat de la Magistrature, Syndicat National des Educateurs de l'Administration Pénitentiaire. Projections de films. Vendredi 16 mai, 20h45, Ecole de la Magistrature, 9 rue Mal Joffre, Bordeaux. « Clientèle de la prison », avec Pierre Lascombes, sociologue. Vendredi 23 mai, 20h45, Ecole de la Magistrature, « La Médecine & la Psychiatrie : Nouveau Souffle de la Prison », avec le Docteur Lazarus, membre du groupe multiprofessionnel des Prisons. Mardi 27 mai, 20h45, Maison des Jeunes du Grand Parc, Centre d'Animation, « Urban-

Circauds

Centre de Rencontres Les Circauds Oyé 71 610 Saint Julien de Civry Téléphone (85) 25.82.18.

Au calme au milieu des prés du Brionnais, le centre de rencontres des Circauds organise des stages ayant pour but l'épanouissement des individus au sein de leur milieu naturel ou social.

Ecriture et Expression avec Jean-Pierre Wagué, 7-8 juin, participation : 250F.

Peinture et Expression avec François Gruber, 13-14-15 juillet, et 17-18-19 juillet. Deux stages qu'il est possible de coupler. Participation : 350F le stage.

Tai-Tchi-Chuan avec Jean-Pierre Cayrol du CEMD, 10-11 mai, 14-15 juin, 5-6 juillet, 27-28 septembre. Participation : 250F le week-end.

Hygiène vitale et dynamisation psychocorporelle avec Désiré Mérien, 24-25-26 mai. Participation : 250F.

Epinette - Vielle à roue, stages exceptionnels avec René Zosso et Anne Osnowycz, 24-25-26 mar. Participation : 300F.

nisation, Exclusion et Enfermement. » avec B. Goudet, sociologue formateur I.R.F.T.S. Renseignements au Centre Arc-en-Ciel, 10B Terrasse du Front du Médoc (Mériadeck derrière Francl).

35 ILLE ET VILAINE

THÂTREUX. Stage d'initiation au théâtre pour enfants, organisé par le théâtre du Point du Jour. Les 15, 16, 17, 18 mai 1980. A Carrefour 18, centre social Zup Sud, 7 rue d'Espagne. Rennes. Coût : 200F. Pour tout renseignement Théâtre du Point du Jour, 31 rue Amiral Courbet, 35000 Rennes. Tél : (99) 52 88 48.

40 LANDES

MINEURS EN FUGUE. Un mineur en fugue est une personne qui échappe à l'écrasement et à la pression exercés par l'institution parentale ou éducative. C'est une personne qui se soustrait au contrôle de l'Autorité parentale ou éducative, une personne en marche vers sa liberté, son autonomie et sa responsabilité réelles. Un éducateur G.C. a porté assistance à trois mineurs en fugue et comparaitra le mercredi 28 mai 1980 devant le tribunal correctionnel de Mont-de-Marsan à 14h sous l'inculpation de détournement de mineurs sans fraude, sans violence. Une présence massive au procès est souhaitée en signe de soutien.

49 MAINE ET LOIRE

ARMÉE NON MERCI. Le G.R.A. d.e. (Groupe des Réfractaires à l'Armée). Ce groupe antimilitariste angevin soutient toutes les formes d'antimilitarisme (objection, insoumission, désertion, O.P. 20, Renvoi de livrets militaires, Comités de soldats). De même, il veut lutter contre la militarisation accrue de la société. Si tu désires quelques renseignements ou participer à son activité G.R.A.d.e. chez La Tête en Bas, 17 rue des Poëlliers, 49000 Angers. Le G.R.A.d.e. tient une permanence tous les mercredis de 17h à 19h à la « Tête en Bas ».

57 MOSELLE

HOMÉOPATHIE. « Bibliothèque municipale de quartier de Metz-Sablon (4/6 rue des Roberts) : en mai et juin, exposition de livres sur le thème de la « santé et des médecines naturelles ». Le vendredi 23 mai à 20h30, soirée avec la projection d'un film sur la fabrication des médicaments homéopathiques, suivie d'un débat avec la participation d'un médecin homéopathe et d'un représentant d'un laboratoire homéopathe ».

59 NORD

LARZAC-PLOGOFF. A la pentecôte, une manifestation se déroulera à Plogoff, à l'occasion du jumelage Larzac-Plogoff. Pour préparer cette manifestation, le Comité Larzac de Lille-Villeneuve d'Ascq et Les Amis de la terre vous invitent à cette soirée d'information, qui débutera par la projection de : « Le noir printemps des jours » film de S. Poljinsky et S. Zadeh. La projection de ce film sur le Larzac sera suivie d'un débat avec un paysan du Larzac et un habitant de Plogoff sur la manière de soutenir ces luttes dans la région (et de s'opposer à Gravelines). Pour la manifestation des 24 et 25 mai à Plogoff, un autocar partira de Lille le 23 au soir. S'inscrire le plus tôt possible aux Amis de la Terre (52 12 01), en versant une caution de 50F. Amis de la Terre, 23 rue Gosselet 59000 Lille. Comité Larzac, 51 rue de Gand 59800 Lille.

62 PAS DE CALAIS

LIBERTÉ CHÉRIE. Suite aux nombreuses actions que le Comité de Soutien a mené en faveur de Jean Luc Dupuis (professeur de philosophie) renvoyé de livret militaire, condamné en première instance à 100F d'amende avec sursis, et qui risque, en passant devant la cour d'appel de Douai, un retrait de droits civiques qui entrainerait pour lui la radiation de l'Education Nationale, nous tenons à signaler que se tiendra à Arras (Pas de Calais) le vendredi 23 mai une journée d'action intitulée : « 6 heures pour les libertés ».

Comité de soutien à J.L. Dupuis, 9 rue du Cochepas, 62000 Arras.

67 BAS RHIN

C.O.B.O.M. Les 19 et 20 mai, les deux dissidents soviétiques Léonid Pliouchich et Victor Fainberg viendront en Alsace sur l'invitation du C.O.B.O.M. Au programme sont prévues entre autres une conférence de presse du Parlement Européen à Strasbourg des rencontres avec des syndicalistes locaux, des chercheurs du C.N.R.S., ainsi qu'une soirée à Schirmeck avec l'Union Locale CFDT. Le 20 mai, à 20h30 le COBOM organise un meeting au Palais des Fêtes à Strasbourg avec Pliouchich et Fainberg, sur le thème « Solidarité avec les travailleurs, les peuples et les minorités d'URSS ». Maria-Antonietta Macciocchi, députée du Partito Radicale au Parlement Européen nous a assuré de sa présence.

69 RHÔNE

ESCROCS! Les Tables Rabattues, restaurant autogéré de la Croix Rousse (1), a décidé d'aider les chômeurs en leur permettant de s'autoépouser 24 heures sur 24.

Si vous êtes maso vous vous précipitez donc sur la dernière place plurielle à prendre (plonge, marché, bouffe, service, compabilité, gestion, serpillière etc.).

Pour tous renseignements, téléphonez au (7) 828.11.08 le lundi entre 18 et 20 heures.

(1) 4 rue Bodin, 69001 Lyon.

71 SAONE ET LOIRE

TOUS AZIMUTS. Assemblée générale samedi 17 mai à 14h salle du Palais de justice à Tournus. A l'ordre du jour : Compte rendu du congrès de Lyon, perspectives pour le comité. Les actions en cours : recours contre le poste de Sanilly, abattage des arbres de la N6. Autres points : - les transports dangereux sur la N6. - la manifestation de la Hague (réunion avec la coordination le lundi 28 avril à 20h30 à Sennecey). - notre participation aux « 4 heures sur l'énergie » le vendredi 9 mai, de 19 à 23h, au studio 70, à Chalon. (avec les signataires de la pétition

86 VIENNE

FETE A CELLE/BELLE. Samedi 7 juin, 20h30, projection du film : « L'Empire des Multinationales », 21h30 Chansons, de Jean-Michel Sabourault, 23h, L'Espanol, réalisation de la troupe de Limalonges, d'après le roman de Bernard Clavel. Dimanche 8 juin, 11h, « L'Empire des Multinationales », 2ème projection, 12h30 Déjeuner sur l'herbe, 14h30 Discussions et débats autour des sants, Ateliers pour enfants, 15h30, Claire chante la révolte et l'amour, la vérité et le bonheur, la vie quotidienne. CPO, Tél.: (49) 26.80.44.

90 TERRITOIRE DE BELFORT

RADIOS. Coordination des radios libres de l'Est. Après quelques atermoiements, le gouvernement a finalement donné le feu vert pour la mise en route des travaux de construction du Canal Rhin-Rhône à grand gabarit (par la Compagnie Nationale du Rhône). Pourrions-nous, nombreux sont les opposants dans la région à ce projet. Le moins que l'on puisse dire c'est que le débat public a tourné court et que l'enquête d'utilité publique n'a pas été menée avec l'objectivité nécessaire. Les radios libres de la région directement concernée (Radio Verte Fessenheim pour l'Alsace, Radio Ondes Rouges et Radio Alstom pour Belfort, Radio Pirhana pour Montbéliard, et Radio 25 pour Besançon) ont déjà consacré plusieurs de leurs émissions au Grand Canal (interviews des populations locales, débats...). Elles viennent de décider maintenant de faire une émission commune en direct le lundi 12 mai à 19h, avec la participation de diverses associations et personnalités de la région. Cette émission, qui durera 2 heures, sera produite à Belfort, avec la présence d'animateurs des 5 radios, elle sera réémise directement sur l'Alsace et si possible sur Besançon et Dôle.

75 SEINE

FÊTE DU PSU. Après une année d'interruption, le PSU tiendra de nouveau sa fête annuelle les 14 et 15 juin prochain au Parc Paysager de la Courneuve. Nous lançons un appel (nous n'avons pas toutes les adresses) à tous ceux et celles qui veulent tenir un stand à cette fête (artisans, revues, organisations...) pour qu'ils nous contactent et demandent le formulaire qui fixe les conditions de cette participation. Cette demande se fera au PSU fête 9 rue Borromée 75015 Paris. Des permanences sont organisées le mercredi de 14h à 19h.

PLOGOFF. Le Comité Plogoff-Paris organise le Jeudi 15 mai jour de l'ascension, un rassemblement régional anti-nucléaire à Yerres (Essonne, train Gare de Lyon). Pour relancer le mouvement anti-nucléaire sur la région parisienne et préparer la Pentecôte à Plogoff. Toute la journée : débats, musique, guinche, festnoz, bouffe, cinéma, etc.) Prendre contact avec le comité en téléphonant au 370 46 86

PLOGOFF. Pour le rassemblement de la Pentecôte à Plogoff, le comité Plogoff-Paris organise des départs en cars. Départ vendredi 23/5, 24h. Retour Lundi 26/5, 24h. Le prix du billet aller-retour est de 150F. Les réservations peuvent être effectuées aux lieux suivants, dès maintenant. OCL : 33 rue des Vignoles 75020. Tous les jours de 14h à 19h. Tél 370 46 86.

Radio Paris 80 163 rue du Chevaleret 75 013. Tous les jours de 18h à 22h. Tél 586 29 14. Amis de la Terre rue de la Bûcherie 75 005. 325 91 37. Comité Larzac 14 rue de Nanterre 75015. Mission Bretonne 22 rue Delambre 75014. Prévoir son matériel de couchage, l'hébergement n'étant pas assuré.

LE COMITE POUR UNE ALTERNATIVE au nucléaire rappelle qu'il tient, à disposition des groupes un autocollant, plastifié sur le thème de la pollution des eaux potables de la Seine qu'enrainerai. l'implantation d'une centrale nucléaire à Nogent/Seine. Prix par cent. (pour compris) : 180F, prix par dix : 22F. A commander au Comité pour une alternative au nucléaire, B.P. 335, 75525 Paris Cedex 11.

91 ESSONNE

FOLK. Concert du groupe folk irlandais New Celest. Au château de Chamarande le 14 mai à 21h. Entrée 20F. Renseignements : tél 491 24 36. (accès gare SNCF Chamarande et RN 20).

93 SEINE ST DENIS

PLOGOFF. Afin de soutenir la lutte des habitants de Plogoff Montreuil écologie, le cercle celique et d'autres personnes du Comité Plogoff de Montreuil organisent pour la Pentecôte un voyage en car aller-retour pour le grand rassemblement le 24, 25, 26. Les gens intéressés sont priés de téléphoner rapidement au 857 01 84, 859 72 92. Nous tenons à signaler que la prochaine réunion du Comité Plogoff Montreuil (93) aura lieu le Jeudi 8 mai à 19h30 (tél aux n°s indiqués).

La Gueule Ouverte du 14 mai 1980.

GOURRIER

Luttes étudiantes

L'An 02

C'est avec plaisir - et après des années d'abonnement fidèle - que j'ai pu constater que «l'ouverture» de la G.O. a été jusqu'à un article sur les luttes étudiantes, et, qui plus est, causant des «autogestionnaires» de la T.S.A. du Mouvement d'Action Syndicale.

Je commence à bien connaître le copain Robert, du Bureau National du M.A.S., je crois qu'il a toujours une petite tendance à pêcher par optimisme. Par exemple, il est encore prématuré d'affirmer que les «étudiants 80» comprennent que les syndicats peuvent leur être utiles. Etudiant à Nantes, j'ai pu constater pendant notre récente grève l'évidence : les syndicats ont laissé se creuser un immense fossé entre eux et la masse des étudiants. Même pour un syndicat neuf, comme le MAS à Nantes, n'héritant pas du lourd passif des UNEF, ayant tiré une croix sur tous les fonctionnements bureaucratiques, les pratiques sectaires et manipulateurs, portant des aspirations autogestionnaires se voient reconnaître leur différence, qu'on admette qu'ils sont restés constamment corrects, ce n'est qu'après cela que la nécessité de s'organiser pour gagner commence à être comprise. Il faut dire que les étudiants ont mille raisons de se méfier. Depuis 68, le syndicalisme est mourant, divisé, groupusculaire, étroitement subordonné à des intérêts politiques, platement corporatiste, et proposant un militantisme archi-classique à ses adeptes. Certains comportements des membres du PC ou de l'OCI (à la tête de chaque UNEF) sont inimaginables. Le syndicalisme se place ainsi aux antipodes des aspirations ambiantes du milieu, à l'autogestion, à l'écologie, libertaires.

nouveau en acceptant de se réunifier avec l'une des UNEF en début mai, le MAS continue le combat, il a conscience de saisir une chance pour changer le syndicalisme à l'université. C'est la seule voie : les tâches actuelles du syndicalisme sont inhérentes au groupuscularisme, tandis qu'une UNEF plus représentative

pourra seule redonner confiance aux étudiants et donc être plus proche de leurs aspirations, tout en devenant opérationnelle. C'est une dynamique à enclencher. Pourtant, c'est vrai qu'il y aurait des choses à faire avec un syndicalisme digne de ce nom : ouvrant la fac à l'extérieur, il lutterait pour le contrôle sur la formation, le contenu de l'enseignement; organisant massivement les étudiants, il les préparerait au syndicalisme à l'armée ou à l'objection/insoumission; élément reconnu des forces populaires, il serait d'une heureuse influence sur le syndicalisme ouvrier. Au lieu du gaspillage et de la fumisterie actuelle, les universités pourraient être des lieux rayonnant dans la vie associative de leurs régions, des forces de propositions, d'expérimentation, etc, des points d'appuis salutaires pour les luttes significatives de leurs coins (nucléaire, etc)... En attendant, la triste réalité, c'est que les ringards anachroniques qui régissent actuellement un syndicalisme regroupant même pas 5% des étudiants réfutent ces propositions sous le prétexte «qu'elles diviseraient». Ils préfèrent minoriser le syndicalisme, en lui ôtant toute vision globale, dans le seul but de mettre en avant les orgas politiques «révolutionnaires» dont ils sont membres... C'est pour en finir avec cela qu'il faut faire la réunification syndicale, avec rage.

J' imagine en France, un réseau de gens dont les relations seraient basées simplement sur le désir de connaissances et d'échanges; ce mouvement n'aurait pas de nom, mais tous ces gens auraient des noms. Un mouvement sans ambition, qui ne s'occuperait ni des élections, ni de la politique; laissons ceux qui en ont envie s'en occuper. Tout au fond nous nous moquons du gouvernement. Ce n'est pas le nôtre. Le gouvernement ne reflète en rien nos préoccupations et notre façon de vivre. Il représente une gloutonnerie possessive et manipulatrice. Mais il a la dent dure. Laissons la s'émousser dans le vide. Toi, moi, partons vers d'autres espaces mentaux. Inventons une nouvelle façon d'être ensemble. Prenons un autre envol.

Par contre; moi qui suis en même temps moi, et tout l'univers, je vais m'en refaire un, de gouvernement. Et ce n'est pas triste, et ce n'est pas un ghetto. Le problème n'est pas de se regrouper; de faire des communautés, des groupes de vie, de changer son métier, d'aller en ville ou à la campagne. Nous le savons, nous avons tout essayé. Le problème, c'est de se mettre à penser différemment, c'est aujourd'hui, tels que nous sommes, de faire enfin connaissance avec la terre, avec nous-même, avec les autres, et de l'admettre.

La terre, nous en avons chié pour l'exploiter, nous lui avons sucé la moelle, espérant

qu'elle nous en donnerait encore et encore. Et nous nous sentions toujours coupables; sexualité, travail, relations, tout cloche. Notre relation à la vie est mauvaise, est coupable, comme nous l'a fait vivre le christianisme depuis... depuis... L'An 01, un clin d'œil à Gédé: si on arrêtait tout, si on se mettait à réfléchir... Seulement on ne peut pas tout arrêter, mais on peut réfléchir autrement. Essayons, nous n'avons plus rien à perdre. Nous ne sommes plus «anti», nous nous infiltrons dans les merveilleux couloirs du positif. Heureusement, les flics de la cervelle ne peuvent plus nous surveiller, lire dans nos têtes; parce que pour lire de cette façon là, il faut cesser d'être flic.

La révolution individuelle

Chaque fois que je vois un flic ou un autre personnage de ce genre, je me dis, le jour où celui là, et pas un autre, va décider de faire autre chose, de cesser d'être en prison dans sa caboche... Le jour où... Ce sera la révolution, la révolution individuelle.

Vous me direz, pourquoi se donner la main, c'est un peu puérile, autant faire l'amour, la connaissance est plus directe. Mais, voilà, la sexualité, personne ne sait ce que c'est réellement. Oui, bien sûr, il y a des émotions, du plaisir, de la jouissance, un mieux être. On bascule trois secondes aux portes de l'inconscient. Pourquoi met-on tant d'énergie, certaines fois tant d'amour, pour arriver à l'acte sexuel ?

N'a-t-on pas plutôt l'impression de passer d'un monde dans un autre, et c'est cette approche qui nous rend dingue. On compare souvent l'amour, les étoiles. Aimer, penser à une autre planète. Les amoureux, le clair de lune, fait un vœu mon amour, une étoile filante... Faire l'amour, c'est une façon, peut-être la plus à notre portée. La relation avec l'autre, ou avec les autres, nous excite dans tous les sens du terme : nous allons faire un voyage pour ailleurs. Souvent l'autre nous stimule pour la force qu'il représente. Il y a tant à dire sur la sexualité, et l'on comprend tellement mal ce que l'on veut vivre et penser avec l'acte d'amour.

Il ne s'agit pas de parler, d'écrire, de se réunir, il s'agit de changer dans le profond de notre ego. Notre but n'est pas de faire un nouveau système, mais de vivre.

Aujourd'hui, mon droit au délire

Cette après-midi brumeux, je roule dans la campagne du Brionnais, et je vois les Français branchés sur leur télé, tous devant leur poste, et la brume au dehors. Toutes les télévisions de France viennent me casser la gueule. Tenez, je suis le Christ de la télé, je souffre pour elle.

J' imagine une société décloisonnée où la famille ne serait plus le pivot morbide de nos fantasmes. Une société où les cases de l'affectif seraient partout. Et des temples au bord des rivières d'où l'on regarderait couler l'eau, qui remplaceraient les bistrot où l'on regarde couler le vin et sa propre vie qui fout le camp. J' imagine les deux, mais j' aimerais avoir le choix. Je n' associe pas contemplation et religion.

J' imagine la trouille qui se taille de nos tripes, et ces milliers de voiles que l'on déchire un à un pour aller vers la lumière platonicienne, la lumière tout court.

Tiens, la télé s'allume, qu'est-ce qu'on donne ce soir ? La lumière du petit écran étale sa flaque blanchâtre sur nos visages éteints... ta, notre société... 1980.

Propos recueillis dans mon cerveau, par moi-même, Caroline Monin



Photo Xavier Lambours



SPECIAL GRENOBLE

Chaud :

Jusqu'au 18 mai, faites un tour au Centre Culturel Scientifique et Technique (La Casemate, Place St Laurent, 38000) qui organise une grande expo sur **Les énergies pour demain**. Du solaire à la géothermie en passant par le jogging, tous les «trucs» pour fabriquer de l'énergie pas chère et pas polluante.

Futur :

Grenoble, capitale de la Science-fiction ? On pourrait le penser, à voir la longue liste des écrivains qui y vivent. Jean-Pierre Andrevon, d'abord, que les lecteurs de la GO connaissent bien : il se bat depuis des années pour une SF politique et écologique. Tous ses livres valent le coup d'œil, par exemple son immense fresque récemment rééditée par Denoel, **Le temps des grandes chasses**. Son collègue, George Barlow publie bientôt un premier roman, **Le cycle de Parsh** chez Kesseling, un space opera anti-colonialiste. Plus sérieux, Henri Baudin, dont le petit essai **La science-fiction** (Bordas) fait encore autorité, travaille depuis des années à la fac sur le «nouveau comique». Et chez les jeunes, un nouveau aux dents longues, Jean-Pierre Vernay. Vous avez lu une nouvelle de lui ici-même. Et il ne se débrouille pas mal au flipper.

Accueillant :

Le Hall d'information Municipale (12 rue de la République, tél. 76/44 77 04) essaie d'animer la ville et d'aider ses habitants à se prendre en charge. Des expos photo, des expos sur l'évolution urbaine (à partir du 15) et des rencontres avec les conseillers municipaux (le 10, à 15h. : la formation féminine). C'est

quand même plus simple de toujours trouver au même endroit ses élus locaux quand on veut leur jeter des tomates pourries, non ?

Coloré :

Il y a même en ville une revue de BD, **Circus** (6 rue Chanaron, 38000, le n° : 15F) qui devient plus belle et plus grosse chaque mois et se bagarre pour la BD d'ici. Au sommaire du n°26, d'avril : Ramaioli, Duveaux, Pichard, René Durand, Hugo Pratt, Numa Sadoul.

Cartonné :

Jacques Glénat qui publie **Circus** édite aussi des albums et des livres. En avril, entre autres, **Les vents de mars** de Jordan, une aventure rétro de Jeff Hawke. Et un Hugo Pratt, **Capitaine Cormoran**. Avec une mention spéciale pour la série **Marginalia** qui redécouvre des chefs-d'œuvres oubliés de la SF, de fantastique et du roman populaire. Dernière parution : **Les buveurs d'océan** de Magog. On le voit : les dévoreurs de livres n'ont plus besoin de Paris !

Cultivé :

Je vous en cause souvent. Il faut toujours avoir un œil sur la Maison de la Culture de Grenoble (25 05 45). Jusqu'au 7 juin. Avec un débat le 9 sur SF et problèmes contemporains et jusqu'au 20 un festival de films à La Nef, avec **Les poupées du diable**, **La bombe**, **Le voyage fantastique**, **Planète interdite**, **Abattoir 5** et **Le Mort vivant**. En prime, si vous le demandez à la BM (animation SF, 3 bd Mal. Liautey, 38000, tél. 46 01 56), vous recevrez gratis une brochure pour faire connaissance avec la SF et se brancher sur ses meilleurs livres. Oui, vous avez bien lu, c'est gratuit. Mais dans quel monde qu'on vit !

Docteur Bernard Blanc



D'ORIENT ET D'AILLEURS

D'Orient et d'ailleurs... C'était le titre de l'expo, avec plein de gens de l'enfer parisien qui tourbillonnaient au milieu d'antiquités ramenées de Java, Sumatra et autre Indonésie. En dehors de la foule qui parlait haut et fort du fait sans doute d'un punch très serré qui fêtait l'événement, les auteurs avaient su parfaitement organisé et modulé l'architecture des objets entre les images et les odeurs d'encens.

Décidément, au niveau des formes et des expressions antiques c'est incroyable de constater que les civilisations d'hier et même d'avant hier ont passé leur temps à se ressembler... Au détour d'un tissu ou d'un masque on confondait facilement avec l'histoire de l'art du continent central-sud-américain. Hommage du passé en guise d'encouragement à la politique d'union des peuples à venir !

Au premier étage, à côté du bar, une superbe porte funéraire Toradja des Célèbes, taillée simplement dans la masse d'un bois léger. Derrière une grosse dame qui n'en finit pas de croquer des cacahuètes pour faire passer le punch, quelques masques de Timor à l'expression criarde relevée par de superbes bacchantes. Un de ces masques ressemble avec force détails dans le rictus à un personnage d'un temple de Tikal, au Guatemala, quand le

bois vieilli donne l'impression de la pierre taillée... La comparaison avec l'art Quiche d'Amérique Centrale ne s'arrête pas seulement à l'expression des traits des visages mais aussi quant aux statues à la forme de taille de la sculpture et la position des personnages. De même au fond de la salle, j'ai remarqué «un homme à cheval», de Timor dont les plumes marron-or-foncé ressemblent à s'y méprendre aux coiffes des momies incas de musée de Cuzco au Pérou.

Pour contredire mes comparaisons et la grossièreté de certaines pièces, de nombreux «hauts-de-cannes» de sorciers de Sumatra émergent finement allongés avec délicatesse. A côté, un masque tout à fait étonnant d'un sorcier de Bornéo fait la grimace à un acheteur éventuel tout à fait ordinaire. Poilu, aux sourcils très fournis, pas l'acheteur mais le masque, il fait le pendant avec un autre masque de Bornéo tout aussi pilifère mais qui présente la curieuse particularité de porter des cornes non pas sur le crane mais plantées sur les bajoues... étrange, très étrange...

Je descends en passant devant des tissus très chers de Sumatra.. En bas, il fait plus clair et moins de bruit... Au fond des «charmes» - «qu'on mettait devant les cochons pour les faire tomber, me raconte-t-on !!!» - de la

tribu Iban des Dayans de Bornéo.

Des boîtes à magie, très légères surmontées de petits observateurs figés dans l'attitude des momies incas... De grandes statues «Mpatong» (qui signifie statue...) qui servaient si j'ai bien compris à installer les cercueils, entourent les visiteurs avec des regards mi-amusés, mi-orientaux. Superbes pièces et dont l'arrangement n'en est pas moins superbe me laissent au bout de ma visite devant un dessus de sarcophage de Sumatra...

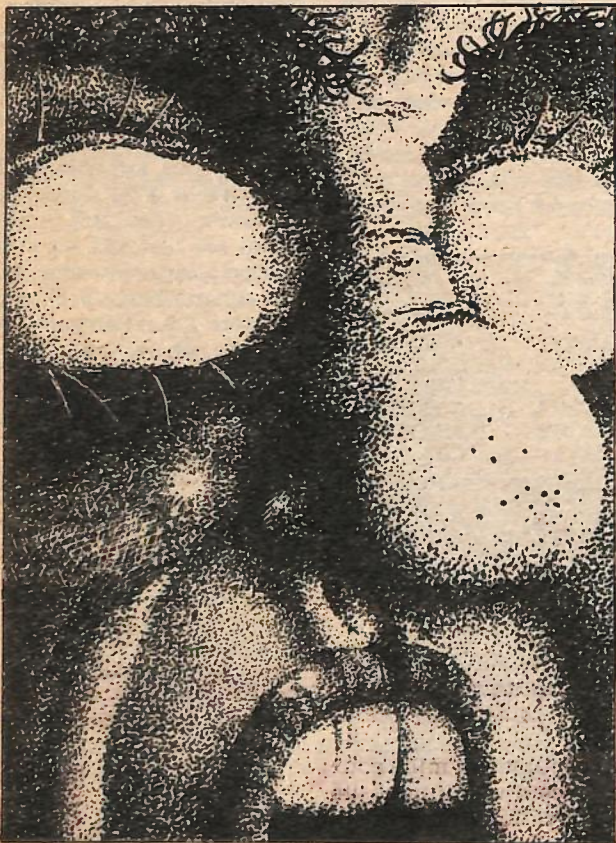
Si vous avez un moment, ne ratez pas cette expo-vente... Ça vaut le déplacement parisien et puis les gens de la galerie sont très sympa, ce qui ne gâte rien !

L.L.G.

L'île du Démon
galerie Bonaparte
15, rue Bonaparte
75006 Paris
325 78 27

D'Orient et d'Ailleurs
Le Louvre des antiquaires
(19, allée Jacob)
2, Place du Palais Royal
75044 Paris cédex 01
297 28 96

Gallery Lancar
J.-L. Thamrin n° 24
Denpasar Bali
Indonésie



MAGIC CIRCUS

Vous avez déjà vu des lions danser ? Pour de bon, hein ! Avec des tutus, et en suivant une chorégraphie ? Bon, d'accord, ils étaient en peluche et leurs yeux rigolaient derrière un compteur musclé et pathétique. Vestige des « animaux tristes » du Magic Circus d'autrefois, ils accompagnaient la trapéziste qui mourait d'amour, la duchesse russe qui lui volait son mec, le nain au grand cœur en habit de Monsieur Loyal. Une love story parmi les quatre « Mélodies du Malheur » de Jérôme Savary, chef et auteur historique de la plus folle troupe de théâtre qui ait vu le jour en France depuis mai 68.

Tableau numéro 1 : deux soeurs siamoises se déchirent pour avoir le droit d'aimer. On rit puis on tombe dans l'épouvante de l'Hara-Kiri. Enchaînement visuel époustouflant :

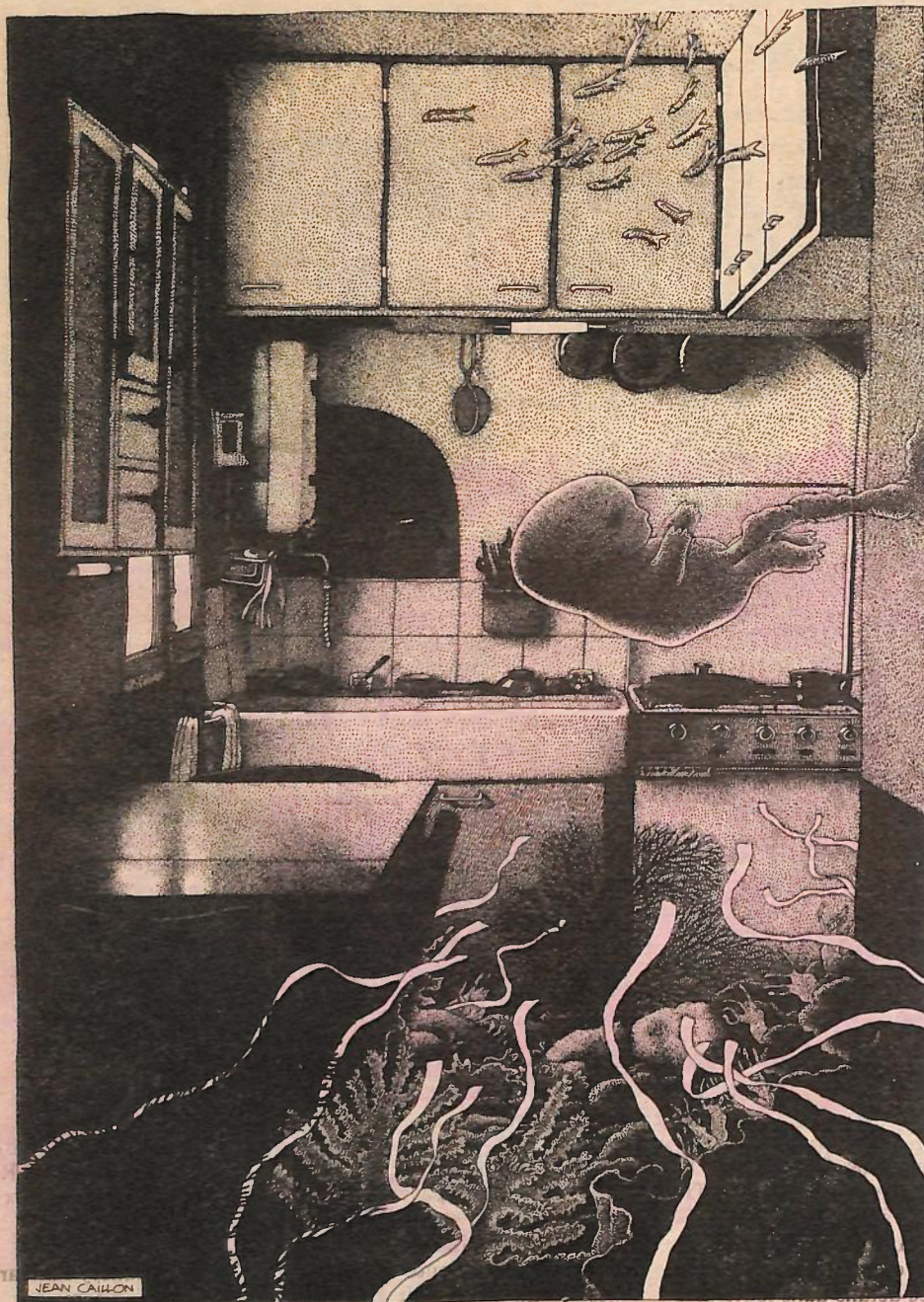
la neige tombe sur une nuit bleue en forêt, des clochards préparent un spectacle. Tableau numéro deux : le cirque et les drames du voyage. Tableau numéro trois : jusque là on était dans un espace-temps indéfini ; cette fois, New-York city on pul'. L'ascension d'un cadre commercial ou la déchéance d'un homme aux grandes dents. Sourire Gibbs. Le Circus fait dans la sociologie contemporaine et enchaîne sur un psychodrame ouvrier. Tableau numéro quatre : Marinette et son bébé, une nuit de Noël, elle a froid, elle a peur ; Savary la transforme en petite marchande d'allumettes qui répugne à baisser sa culotte devant des soulards en mal de fesses u

un soir de réveillon. C'est Pigalle et ses strass, ses macs et ses pauvres mecs, ses prostituées mignonnes et son étalage de sexes complaisamment rendu par un Savary doué à la fois de génie thé-

âtral et d'humour féroce, surdoué aussi en ce qui concerne le phallocratisme de première classe. Ça passerait presque, tant est féérique la qualité visuelle du spectacle. Mais presque... Ce n'est pas être spécialement dogmatique que de trouver un tant soit peu indécent le fait de traiter chômage, misère, prison, exploitation de la femme avec une dérision aussi cynique. Je dis cela maintenant ; assise sur mon fauteuil du Palais de Chaillot, éblouie par l'intensité visuelle des « Mélodies du Malheur », j'y pensais à peine. C'est aussi une des forces exceptionnelles du Grand Magic Circus que d'ensorceler ainsi les spectateurs.

Hélène Crie

Tous les soirs sauf lundi et dimanche au Palais de Chaillot à Paris jusqu'à la fin du mois de mai.



JEAN CAILLON

C'est parce qu'il est mal nourri que ce rédacteur est chiant

Dire qu'il suffirait d'un bon steak pour que je devienne génial !



CAILLON ROULET

Caillon et Petit-Roulet sont mes nobles prédécesseurs bouche-trou de l'époque écoloclayettoise. Il serait tout à fait inconvenant de ma part de ne pas parler de leurs dernières œuvres.

Le premier, **Jean Caillon**, c'est le dessinateur cosmique au crayon indien, le créateur funambule qui vacille au dessus d'une marée d'astres et de ressacs convulsifs de bio-énergie avec comme uniques armes sa tendresse, ses rêves, ses yeux de l'enfance, ses trauilles et ses angoisses. Avec **Caillon**, c'est la quête erratique d'une unicité de l'homme, la recherche infatigable de la sensualité et de la douce dinguerie sexée. Autant son bouquin « **Aulge** » m'avait fait chier parce qu'à mon sens pas assez soigné, pas assez beau, des maquettes pas du tout pensées, l'absence de textes d'**Asselin** cet artisan de la folie et du mot ivre de lui, le manque de luminosité de ses dessins profondément diminués par l'impression, m'avait déçu et laissé sur ma faim... Autant son initiative de sélectionner six de ses plus beaux dessins pour en faire des posters qui démultiplient à mille pour cent la force d'une luminosité presque mystique me réjouit. Alors si vous avez envie que

vos murs gonflent, s'enflent d'une énergie et d'une chaleur peu commune...

Quant au second, **Philippe Petit-Roulet**, il nous plonge dans les abysses merdeuses et bancales des sociétés humaines. Avec ses personnages, sortes de morpions avec des nez pommes-de-terre et des culottes courtes qui vous servent des philosophies de bistrot **Petit-Roulet** nous conte les chroniques des vaudevilles banlieusards, des fièvres du samedi soir, des cassoulets-télé-oreillers. Un monde poisseux, avec un humour aléatoire (parfois) ou déconnant et rampant les culottes de peaux, les pestiférés émotionnels, les fracturés du bulbe, les policiers baveurs, les nucléocrates punks, les gros cons beaufisants et les mémères avec la bretelle du soutien gorge tombant toujours sur l'épaule droite. Comme quoi, il faut de tout pour faire un monde, même des dessinateurs rigolos...

QHS

Cri d'un innocent

Publier un livre sur les Quartiers de Haute Sécurité trois semaines avant que Peyrefitte dévoile son insensé projet de réforme du régime pénitentiaire, cela s'appelle

de l'a-propos. Redonner au tribunal son sens original de tribune pour dénoncer le sort réservé aux 40.000 prisonniers qui croupissent dans les taules de l'Hexagone,

pour crier son innocence en refusant de jouer le jeu très mondain du spectacle judiciaire, c'est encore de l'a-propos. Roger Knobelspiess a le sens de l'a-propos.

LA façade mitraillée et les voûtes gothiques du tribunal de Rouen abritaient lundi 5 mai un bien étrange procès. Roger Knobelspiess auteur de « Q.H.S. » (*), bouleversant témoignage d'un homme progressivement et légalement assassiné par l'administration pénitentiaire, comparaissait avec ses prétendus complices pour un prétendu hold-up commis en 1977 près de Rouen. Les faits n'ont, en réalité, pas grande importance. Gissel, en Seine-Maritime, 10 février 1977. Deux hommes sont surpris en pleine nuit par le propriétaire du magasin d'électro-ménager qu'ils s'emploient à déménager. Elle prend peur, crie, appelle son mari : « Loulou, prend le fusil, y'a un basané ». Les cambrioleurs s'enfuient, tirent un coup de revolver dans la vitrine. Le maigre butin, une télévision et un magnétophone, sera retrouvé quelques mois plus tard chez Jacqueline Prost, l'ex-compagne de Knobelspiess. Sur dénonciation. Minable, pitoyable petit braquage. L'enquête de police conclura rapidement que seul Roger Knobelspiess et Fabien Lemaçon, un ami, ont pu faire le coup. Ici commence l'étrangeté d'un procès centré sur la personnalité de Roger Knobelspiess. 32 ans, des cheveux blocs mi-longs, un visage encore jeune et un corps apparemment épargné par quinze années de détention dont onze pour un crime qu'il nie avoir commis. Plus de huit années passées en Q.H.S. pour la seule raison qu'il crie son innocence. Car les Q.H.S. ont été créés en 1975 pour les emmerdeurs, pas pour les prisonniers dangereux.

Engrenage

Retour en arrière. Dans la nuit du 25 au 26 mai 1989, un pompiste est agressé sur la R.N. 13, toujours dans la région rouennaise. On lui dérobe 800 francs. Nul ne sait pourquoi Roger sera dénoncé par un présumé complice. Toujours est-il que la police, trop contente de tenir là un responsable tout désigné, fabrique l'accusation, truque les confrontations. Les antécédents de Knobelspiess — trois ans pour vols — ne constituent-ils pas déjà une présomption de culpabilité ? La malchance ne fait que commencer, ou que continuer, tant il est vrai que la jeunesse misérable de Roger le prédestinait à un sort peu enviable. En 1971, Jean Knobelspiess, frère de Roger, est abattu par un commerçant de Beaumont, dont le magasin de transistor a été cambriolé. De l'intérieur de sa prison, Roger se porte partie civile contre l'assassin. Légitime défense et non-lieu, conclura tout naturellement le tribunal, soutenu, pour ne pas dire influencé, par une campagne de soutien des commerçants de la région. Les mêmes commerçants, qui composeront quelques mois plus tard le jury de la cour d'Assises d'Evreux. Roger prend quinze ans. Quinze ans de mort lente, quinze ans de luttes, quinze ans de survie. En 1976, 48 heures de permission lui sont accordées. Mais revient-on en prison quand on est innocent ? Ce serait reconnaître sa culpabilité. Roger se salue. Il restera « libre » pendant cinq mois au bout desquels il sera repris et accusé de diverses agressions, dont celle de Gissel.

Grain de Sable

Etrange procès aussi par le comportement des trois prévenus. « Je suis en grève de l'instruction. Qu'importe le dossier qu'on me prépare ! Je ne répondrai à la justice que lorsqu'elle aura dit la vérité concernant l'erreur qui me frappe », explique Roger dans son livre. Rares sont les prisonniers qui soutiennent aussi fermement, avec autant de ténacité la grève de l'instruction. Jacqueline Prost n'a pourtant fait. Elle était pourtant accusée de recel des objets volés.

Durant ses trente mois de détention, elle n'a jamais rien reconnu d'autre que d'avoir été en possession du butin. On aurait tant aimé qu'elle donne le nom de son ami.

Fabien Lemaçon aussi l'a fait. Et continue à le faire depuis trois ans du fond de la cellule n°6 de la prison d'Evreux, une cellule que connaît bien Knobelspiess, une des plus sinistres. Les magistrats feront comme si de rien n'était. Ils poursuivent l'accusation basée sur une dénonciation et quelques présomptions. La « justice » ne s'enraye pas d'un grain de sable !

Etonnant encore par l'attitude des avocats. D'un côté, Me Grumbach qui assume le silence de Jacqueline Prost, non pas comme une quelconque loi du milieu, mais comme la revendication morale de sa solidarité avec Roger. On s'étonne presque qu'il ne soit pas inculpé pour participation à association de malfaiteurs... De l'autre, Me Thierry Fagart qui plaidera le dossier de Knobelspiess, laissant à Me Henri Leclerc le soin de faire le procès de la prison. De toutes les prisons, et pas seulement, d'ailleurs, de ses formes les plus inhumaines qu'elle prend quand elle se nomme Q.H.S., centre d'isolement, détention psychiatrique ou autre barbarie. Procès des magistrats qui condamnent à un an, trois ans, dix ans, quand ils devraient compter en jours pour tenter d'imaginer ce que cela peut représenter. Procès de la justice qui condamne des innocents mais aussi qui condamne à trois ans quand un seul serait déjà beaucoup. Procès de l'administration qui a si bien su piéger Roger Knobelspiess en l'envoyant en permission, sachant qu'il ne reviendrait pas, fabriquant alors le coupable qui lui manquait.

Circonstances exténuantes

Etonnant enfin par la gêne d'un tribunal qui aurait bien préféré que le Syndicat de la Magistrature auquel appartiennent procureur et président se soit dispensé de soutenir la parution du livre de Roger. Alors on fait montre de libéralisme et on laisse s'exprimer l'innocent, désamorçant ainsi les conflits. On évoque la séparation des pouvoirs, l'incompétence du tribunal à agir dans le sens de la révision du procès truqué. On se refuse à prendre position sur le fonctionnement démentiel des prisons mais, indulgence, on admet que les conditions de détention peuvent être considérées comme des circonstances atténuantes. Atténuantes ? Trois ans ferme pour Roger Knobelspiess, trois ans dont deux avec sursis pour Fabien Lemaçon, huit mois avec sursis et trois ans de mise à l'épreuve pour Jacqueline Prost ! Toutes peines confondables avec celles à venir, qui seront assénées, n'en doutons pas, pas la cour d'Assises devant laquelle ils comparaitront à nouveau tous les trois pour quatre autres affaires qui leur sont imputées. Une chose est sûre aujourd'hui, le procès de Rouen en a fait la preuve si elle restait à faire : ce n'est pas l'appareil judiciaire qui sortira Roger Knobelspiess de prison. Lire son livre, c'est au moins permettre au cri d'un innocent meurtri de passer les murs de béton du Q.H.S., les doubles barreaux, doubles grillages, doubles oppressions.

Philippe de Condé

Roger Knobelspiess, matricule 3593, cellule 386/3, 10 quai de la Courtille, 77011 Melun.

Comité de soutien à Roger Knobelspiess : Librairie « La Boulangerie », 67 rue Bagnaux, 92120 Montreuil.

(*) Q.H.S., Quartier de Haute Sécurité, par Roger Knobelspiess. Préface de Michel Foucault. Editions Stock 2. Collection Lutter. 239 pages.